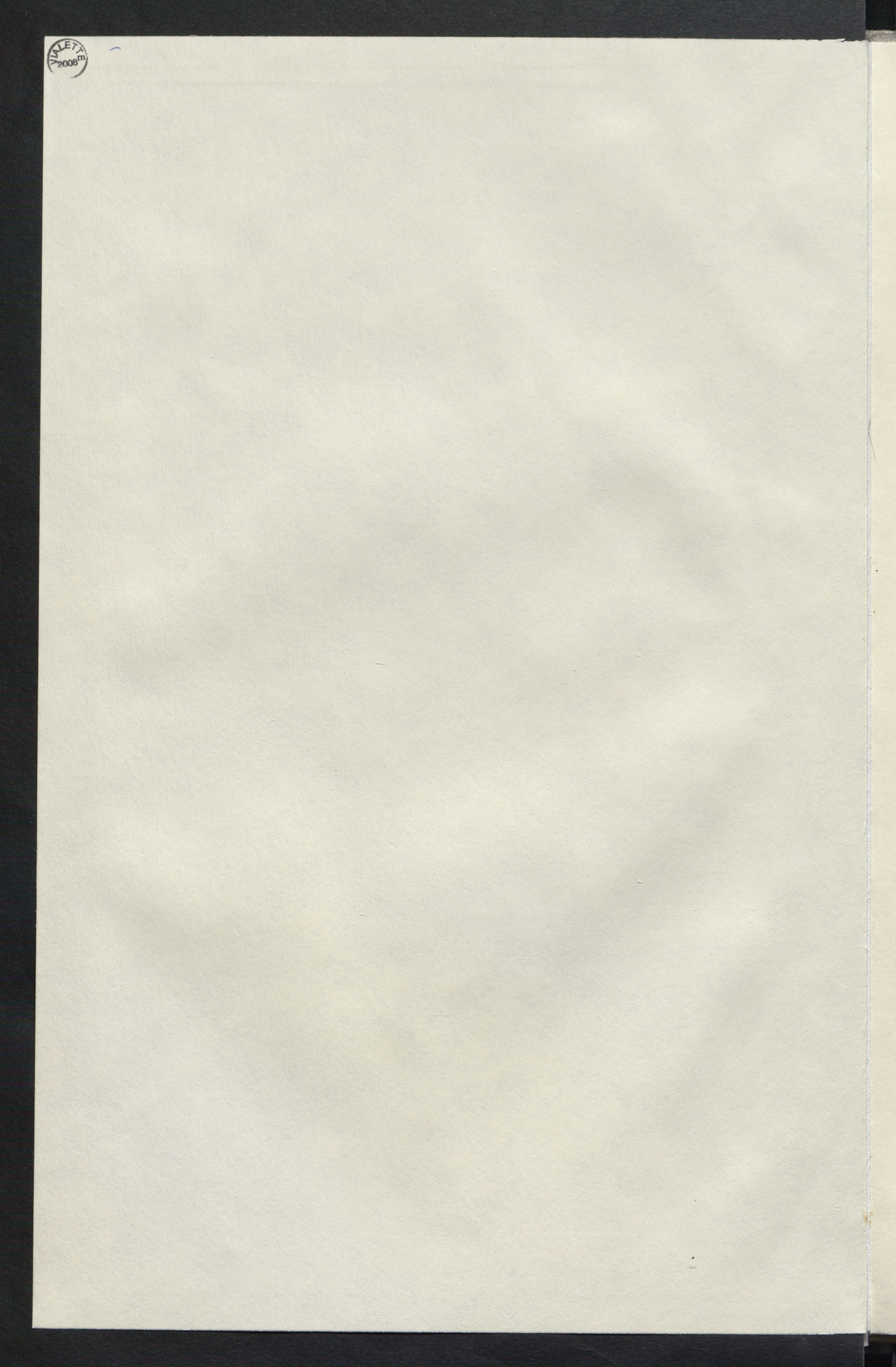

1253558


VIALETTE
2008

La bourgeoisie française

sous la Monarchie de Juillet



Charles Benoist

L'expression "classe moyenne" est large. Elle doit l'être pour embrasser ce qu'elle prétend désigner.

Tous les auteurs sont d'accord pour reconnaître que, de tout temps, il y a eu dans les nations ce que l'on est convenu d'appeler des classes, c'est à dire des groupements sociaux déterminés surtout par la situation matérielle des individus qui s'y tiennent. Mais les uns disent que ces classes ne sont point tranchées et n'ont point forcément un esprit public différent ; – les autres prétendent que la divergence des vues politiques et sociales est expliquée surtout par cette hiérarchie bien précise des divers groupements dans les sociétés. Donc, qu'on leur donne plus ou moins d'importance, les classes existent.

Classe moyenne implique au moins une classe supérieure et une inférieure. Pour bien saisir ce à quoi elles correspondent contrôlons cette affirmation de M. Guizot qui dans un discours célèbre[1] traçant à grands traits le rôle de la bourgeoisie moderne s'écrie : " Tout ce que " j'ai pu dire ou écrire sur la politique a eu pour objet de prouver que notre Révolution de 1789 était " la victoire glorieuse et définitive de la classe moyenne sur le privilège et sur le pouvoir absolu : je défie " qu'on cite un seul de mes écrits où cette idée ne soit énergiquement et incessamment soutenue et développée "

La bourgeoisie française combat la noblesse, le clergé, le pouvoir absolu et en triomphe dès le début de la Révolution. Sans doute la noblesse et le clergé constituaient une classe supérieure hiérarchiquement mais pas intellectuellement et matériellement à cette classe moyenne qui, dans ce cas, est justifiée de déloger l'autre de ses privilèges, de demander sa part de pouvoir à ce pouvoir absolu qui ne peut bien gouverner qu'aidé " des lumières " de cette laborieuse et intelligente bourgeoisie.

Voilà ce qui ressort de l'affirmation de M. Guizot.

[1] " Du rôle de la bourgeoisie " Guizot combattant le ministère Molé le prononça le 3 Mai 1837. Guizot dit un peu plus bas : " Je veux, je cherche, je sers de tout mon pouvoir la prépondérance politique des classes moyennes en France ...." Le lendemain répondant à M. Odilon-Barrot il dit encore : " J'ai cherché à élever les classes laborieuses, les classes qui vivent de salaires ....."

Puis les causes accidentelles : l'inexpérience des partis, leur idée fixe, leur mauvaise foi et leurs violences, les moyens employés pour triompher ou se venger, le péril extérieur, les menées intérieures, un des éléments les plus important de l'opinion, celle de la minorité modérée, écrasé, bâilloné.

Bientôt l'opinion, ou pour mieux dire les vagues aspirations de la dernière classe qui à un moment seront la loi, se détachera elle même des chefs qu'elle s'était donnée : ils s'entre déchirent, attaquant ou se défendant, ils n'exécutent presque rien de leurs promesses, la foule ne comprenant pas pourquoi, s'en lasse, elle se détache de plus en plus. Elle s'apaise usée, après s'être agitée en vain : la réaction peut venir !

Mais on ne peut remonter au point de départ d'un seul bond. Il y a des jacobins modérés qui après la chute de Robespierre sont difficiles à déloger des places fortes du pouvoir d'où ils font une belle résistance aux débris redevenus audacieux de tous les partis.

C'est le beau chaos directorial.

La constitution de l'an III est l'œuvre mal faite des Thermidoriens ou révolutionnaires du juste milieu, elle ne les protégera pas comme ils l'avaient espéré ; les coups d'Etats seront nécessaires, mais ils ne feront que discréditer davantage ce sous-personnel conventionnel. Bien qu'ils prétendent fixer la Révolution en protestant de leurs intentions pacifiques les directeurs la voient rétrogader. Les masses populaires ont perdu leur foi, elles ont été décimées, leurs derniers soubresauts ne font plus peur. La petite bourgeoisie sur laquelle s'est si longtemps et fortement appuyé le parti jacobin a perdu elle aussi ses illusions, elle se désintéresse de plus en plus de la politique, et se taisant, on conçoit bien comment l'opinion remontant du nombre à l'élite est de plus en plus en désaccord avec le gouvernement. Au reste l'opposition croit trop tôt tenir la victoire ; elle aussi méconnaît les transitions nécessaires ; elle jette le masque, elle ne veut plus de la république, elle conspire, elle en est punie, elle ne trouve pas de soldats pour sa cause, tandis que l'exécutif a l'armée seul corps où la foi révolutionnaire ait été conservée encore vivace.

Tous les partis sont discrédités et ils ne veulent pas mourir ! Qui fera la conciliation entre l'ancien régime et la révolution. Quelle main ferme renversera cette liberté qui n'a été qu'anarchie par la faute des uns et des autres ?

La liberté allait subir une éclipse nécessaire.

La classe moyenne non émancipée semblait former un tout

Il nous faut faire un peu d'histoire.

À la veille de la Révolution française, quel est le tissu national? quelles sont les positions et les aspirations des différentes classes?

La classe la plus importante, celle qui veut mener le mouvement politique et social, celle dont l'opinion triomphe parce que les philosophes du XVIII l'ont nettement analysée et ~~supe-rieurement~~ sou-verainement exposée dans leurs théories – c'est incontestablement la bourgeoisie, synonyme de classe moyenne. Les classes en effet progressent et leurs mouvements n'échappent pas aux grands esprits qui toujours les aident. L'ascension de cette classe a été lente, elle a heureusement commencé depuis longtemps. Le progrès matériel a précédé et rendu possible le développement intellectuel. Les petits bourgeois industriels ou commerçants se sont la plupart enrichis – formant alors la vraie bourgeoisie, l'aristocratie bourgeoise, pourrait-on dire, car leurs fils vont devenir zélés fonctionnaires royaux, robins, conseillers du roi, membres de la magistrature, ennoblis à ce titre, fermiers des impôts etc, ils donnent l'assaut à toutes les professions libérales d'alors, ils se transmettent les charges, la fortune, le savoir. Presque tous les grands écrivains du 17ème et du 18ème siècle sont des enfants de ces vieilles familles bourgeoises qui laborieuses et de sens droit comprenaient qu'elles ne seraient véritablement puissantes que si elles s'imposaient comme l'élite intellectuelle de la nation. Elles se croient à juste titre en possession des lumières, elles regardent autour d'elles: la puissance politique est le dernier but qu'elles ne ~~croient~~ pensent pas trop audacieux de se proposer. Ne ~~voient~~ sentent-elles pas l'étendue de leur force sociale? n'ont-elles pas pleine conscience des vices du régime politique actuel? n'ont-elles pas les remèdes: un programme précis qu'elles seules pourront faire aboutir? Elles voient en Angleterre une classe moyenne riche puissante, depuis longtemps au pouvoir, le partageant sans trop de tiraillements avec l'aristocratie héréditaire, – une royauté diminuée ramenée à son vrai rôle. ~~Voilà~~ c'est là un exemple qui renforce leur légitime ambition.

La bourgeoisie française a au dessus d'elle une classe qui est loin d'avoir les mêmes aspirations ~~qu'elle~~: la noblesse Cette vieille féodalité terrienne est surtout autour du roi, elle forme la cour. Elle s'est multipliée et appauvrie malgré le droit d'aînesse et malgré ses privilèges, elle ne garde de son ancien lustre que la prétention de plus en plus irritante de soutenir un rang social égal à celui de ses ancêtres.

Il nous faut faire un peu d'histoire.

A la veille de la Révolution française, quel est le tiers national? que . sont les positions et les aspirations des différentes classes?

La classe la plus importante, celle qui mène le mouvement politique et social, celle dont l'opinion triomphe parce que les philosophes du XVIII ont nettement analysé et vigoureusement exposé dans leurs théories — c'est incontestablement la bourgeoisie, synonyme de classe moyenne. Les classes en effet progressent et leurs mouvements n'échappent pas aux grands esprits qui toujours les aident. L'ascension de cette classe a été lente, elle a heureusement commencé depuis longtemps. Le progrès matériel a précédé et rendu possible le développement intellectuel. Les petits bourgeois industriels ou commerçants se sont la plupart enrichis - formant alors la vraie bourgeoisie l'aristocratie bourgeoise, pouvant en dire, car leurs fils vont devenir juges, fonctionnaires royaux, notaires, conseillers des membres de la magistrature, anoblis à ce titre, fermiers des impôts etc., ils donnent l'assaut à toutes les professions libérales d'alors, ils se transmettent les charges, la fortune, le savoir. Presque tous les grands écrivains du 17ème et du 18ème siècle sont des enfants de ces vieilles familles bourgeoises laborieuses et de sens droit comprenaient qu'elles se savaient véritablement puissantes qu'à elles s'imposaient comme l'élite intellectuelle de la nation. Elles se croient à juste titre en possession des lumières, elles veulent autour d'elles : la puissance politique est le dernier but qu'elles ne croient pas trop audacieux de se proposer. Ne vont-elles pas l'étendre de leur force sociale ? N'ont-elles pas pleine conscience des vices du régime politique actuel ? N'ont-elles pas les remèdes : un programme précis qu'elles sauraient faire aboutir ! Elles voient en Angleterre une classe moyenne riche, puissante, depuis longtemps au pouvoir, le partageant sans trop de difficultés avec l'aristocratie héréditaire, — une royauté diminuée ramenée à son vrai rôle. Un exemple qui renforce leurs [illegible] ambitions.

La bourgeoisie française a au-dessus d'elle une classe qui est loin d'avoir les mêmes aspirations qu'elle : la noblesse. Cette vieille féodalité terrienne est surtout autour du roi, elle forme la cour. Elle s'est multipliée et appauvrie malgré le grand domaine et malgré ses privilèges, elle ne garde de son ancien lustre que la prétention de plus en plus insultante de tout avoir, un rang social égal à celui de ses ancêtres.

La classe moyenne non émancipée semblait former un tout autour du roi elle fait assaut de courtisaneries pour obtenir de la faveur les charges publiques bien rétribuées et le maintien de ses privilèges devant l'impôt. Elle mène une vie brillante, peu utile, très égoïste. Ses défauts d'orgueil et de vanité ont été s'accentuant à mesure que son inutilité sociale grandissait. Enfiévrée du désir de maintenir malgré tout la distance entre elle et la bourgeoisie montante on la voit dresser la barrière des préjugés de hiérarchie, d'étiquette et la garder avec énergie et avec hauteur. ~~Mais~~ Cette étroitesse d'esprit se rencontrait surtout chez la petite noblesse de province plus sympathique ~~pourtant~~ que la noblesse de cour par la relative pureté et rigidité de ses mœurs. Pourtant Combien l'esprit qui naissait était différent de ces vieilles idées d'orgueil étroit et égoïste où se cramponnait l'aristocratie de naissance grande et petite!

La situation entre la classe moyenne et ce qui correspond au parti de l'ancien régime dont parle Guizot qui comprend le roi, son entourage, la cour, la noblesse de province, le haut clergé (accessible seulement aux grandes familles de France) quelques uns des membres de la noblesse de robe – est assez tendue. En effet le régime actuel (en vigueur) avec toutes ses tares dénoncées par les philosophes du 18e siècle est avantageux surtout à cette classe de la société qui le veut garder. Or il apparait à la nouvelle classe moyenne que les raisons qui justifiaient cette prétention sont caduques ou fausses. ~~Mais~~ Cependant ce sont surtout des ~~raisons~~ causes psychologiques qui expliquent l'antagonisme des classes supérieures et moyennes (~~[illegible]~~ si le mot n'est pas trop fort) à la veille de la Révolution française : leurs vanités se heurtent; il y a jalousie et dédain en haut, froissements douloureux en bas.

La bourgeoisie a une généreuse illusion : à ce moment elle croit qu'il n'y a pas au-dessous d'elle de classe ayant un esprit différent du sien, elle ne voit rien qui puisse la séparer de la petite bourgeoisie et du peuple. Cette classe inférieure laborieuse mais bien peu éclairée, l'élite qui est sortie d'elle, ~~n'est-il~~ ne voit-elle pas ~~[illegible]~~ son intérêt à en désirer, à en favoriser l'ascension, si soutenue ~~part~~ comme elle l'espère elle arrive à la direction des affaires ? Animée d'un vaste optimisme elle rêvait une société d'égalité et de solidarité, avec seulement une aristocratie intellectuelle dirigeante, ouverte, bienveillante, qu'il était impossible que le peuple n'aimat et n'acceptat.

[illegible]

[illegible] elle fait avant de constitutions pour obtenir de
pouvoir les charges que bien rétribuées et le maintien de
ses privilèges devant l'impôt. [illegible] mais une de [illegible], pe-
tite, très égoïste. Les défauts d'orgueil et de vanité ont été
contrariant à mesure que son inutilité sociale grandissait
livrée du désir de maintenir malgré tout la distance entre elle et
la bourgeoisie montante on la voit dresser la barrière des préjugés
de hiérarchie, d'étiquette et la garder avec énergie et avec hau-
teur. Cette étroitesse d'esprit se rencontrait surtout chez la
petite noblesse de province plus sympathique pourtant que la
noblesse de cour par la relative pureté et rigidité de ses mœurs.
Pourtant combien l'esprit qui régnait était différent de ces vieilles idées
d'orgueil étroit et égoïste où se cramponnait l'aristocratie de
naissance grande et petite !

La situation entre la classe moyenne et ce qui correspondait au
parti de l'ancien régime dont parle Guizot qui com-
prend le roi, son entourage, la cour, la noblesse de pro-
vince, le haut clergé (accessible seulement aux grandes fa-
milles de France) quelques uns des membres de la noblesse
de robe – est assez tendue. En effet le régime actuel
avec toutes les tares dénoncées par les philosophes du 18e
siècle est avantageux surtout à cette classe de la société
qui le veut garder. Or il opprimait la nouvelle classe moy-
enne que les raisons qui justifiaient cette prétention sont
caduques ou fausses. Mais ce sont cependant surtout des causes psy-
chologiques qui expliquent l'antagonisme des classes supé-
rieures et moyennes ([illegible] si le mot n'est pas trop fort)
à la veille de la Révolution française : leurs vanités
se heurtent ; il y a jalousie et dédain en haut, froissement
douloureux en bas.

La bourgeoisie a une généreuse illusion ; à ce moment elle
croit qu'il n'y a pas au-dessous d'elle de classe ayant un es-
prit différent du sien ; elle ne voit rien qui puisse la séparer
de la petite bourgeoisie et du peuple. Cette classe inférieure
laborieuse mais bien peu éclairée, l'élite qui est sortie d'elle,
ne voit-elle pas son intérêt à en devenir, à en favoriser l'ascension,
à soutenir comme elle l'espère elle arrive à la direction
des affaires ! Animée d'un vaste optimisme elle rêvait
une société d'égalité et de solidarité avec seulement une
aristocratie intellectuelle dirigeante, ouverte, bienveillante ;
qu'il était impossible que le peuple n'aimât et n'acceptât.

La classe moyenne non émancipée semblait former un tout compact, saisie du pouvoir, elle se désagrège. En effet; dans l'attaque, le but proposé peut fortement lier des éléments différents qui montrent leurs divergences profondes la victoire une fois remportée. La première victoire c'est la défaite du parti de l'ancien régime, c'est la reconnaissance par le faible Louis XVI de la monarchie constitutionnelle. Aussi avant la fin de la Constituante ne voit-on pas les divisions se dessiner?; les républicains s'agitent, l'axe de l'opinion se déplace, descend plus bas, leur donne la force hors l'Assemblée; Mirabeau mort, personne ne sera plus de taille à arrêter, à imposer "silence aux trente voix" mais malgré la prodigieuse excitation de l'opinion, la France ne pouvait passer de Barnave à Robespierre sans intermédiaires. Avec quelle vitesse aussi passèrent-ils!

La caractéristique de cette époque c'est l'illusion, le manque d'esprit pratique, l'inexpérience des partis qui vont tous sans oreilles, sans cœur, pleins de confiance et de dureté buter ceux avec lesquels ils auraient dû transiger. Sont-ils des représentants de cette classe moyenne chère à M. Guizot, et qui est par lui si étroitement resserrée, ces Girondins républicains? Non, ils sont les hommes de ces années que M. Guizot déclare accepter seulement dans l'histoire, mais qu'il ne veut pas que son pays recommence; ce sont des jacobins modérés plus condamnables que les autres.

Toute la gamme des partis politiques a été jouée durant ces quatre ou cinq années, uniques dans l'histoire, où une évolution vertigineuse et sanglante a placé au pouvoir anormalement des hommes qui ne pouvaient point ne pas en être arrachés aussitôt. Cette véritée première n'était même pas soupçonnée: écraser une minorité au lieu de la convaincre ou de la forcer doucement, c'est bâtir sur le sable, c'est réduire les hommes mais non pas les idées qui reviendront plus fortes pour la réaction. Beaucoup de causes, il est vrai expliquent le drame, peu l'excusent.

D'abord la cause profonde: l'idée sociale. Elle est au seuil de la Révolution dans tous les esprits de quelque valeur à quelque classe qu'ils appartiennent, mais avec quelle intensité croissante à mesure que ceux qui pensent sont plus près du peuple, ou connaissent mieux les plaies sociales! Aussi très tôt les démocrates trouvèrent-ils que les paroles, les actions des Feuillants, des modérés dénotaient un état d'âme par trop différent du leur. Les actes il n'était possible d'en faire beaucoup, mais les paroles voilà ce qui pouvait surtout apaiser. Grande fut la popularité de Mirabeau pour quelques-unes plébéiennes qu'il prononça.

La classe bourgeoise, non encore, comme elle semblait former un bloc compact, saisie du pouvoir, elle se désagrège. En effet, dans l'attaque elle fut propre pour fortement les des éléments différents qui montrent leurs divergences profondes la victoire une fois remportée. La première victoire c'est la défaite du parti de l'ancien régime, c'est la reconnaissance par le faible Louis XVI de la monarchie constitutionnelle. Aussi avant la fin de la Constituante ne voit-on pas les divisions se dessiner ; les républicains s'agitent, l'axe de l'opinion se déplace, des côtés plus bas, deux donne la force hors l'Assemblée ; Mirabeau mort, personne ne sera plus de taille à arrêter, à imposer silence aux libres voix. Mais malgré la prodigieuse exaltation de l'opinion, la France ne pouvait passer de Barnave à Robespierre sans intermédiaires. Avec quelle vitesse aussi passa-t-elle !

La caractéristique de cette époque c'est l'illusion, le manque d'esprit pratique et d'expérience des partis qui vont tous sans arrêter, sans cesse, pleins de confiance et de bonne foi, en ceux avec lesquels ils auraient été transiger. Tant ils se représentaient de cette classe moyenne chère à M. Guizot quand par les écartements nécessaires, ces Girondins républicains, de ces, les sont les hommes de ces années que M. Guizot déclare accepter seulement dans l'histoire, mais qu'il ne veut pas que son pays recommence ; ce sont des gardiens modérés plus embarrassés que les autres. Toute la gamme des partis politiques a été jouée durant ces quatre ou cinq années uniques dans l'histoire, où une évolution vertigineuse et sanglante a placé au pouvoir anormalement des hommes qui ne pouvaient pas en être arrachés aussitôt. Cette bonté première n'était même pas longtemps : craignant une intervention au lieu de la convaincre ou de la forcer doucement, c'est la fin le sabre, c'est achever les hommes, mais non pas les idées qui reviendront plus fortes pour la réaction. Beaucoup de causes il est vrai expliquent le drame peu lointain.

D'abord la cause profonde : l'idée sociale. Elle est au fond de la Révolution dans tous les esprits de quelque valeur à quelque classe qu'ils appartiennent, mais avec quelle intensité croissante à mesure que ceux qui pensent sont plus près du peuple, ou connaissent mieux les plaies sociales. Aussi très tôt les démocrates trouvèrent-ils dignes les maîtres des actions des Feuillants, des modérés. Cet état d'âme pas trop différent du leur. Ces actes il n'était pas utile de dire beaucoup, mais les paroles exaltées qui prenaient surtout opinion. Grande fut la popularité de Mirabeau, pour qui aura plus plusieurs qu'il mena ça

Ce fut l'élection de l'abbé Grégoire, puis peu après l'attentat de Louvel

La convocation des États généraux, voilà l'occasion impatiemment attendue qui enfin se présente. Les notables, le Tiers prétendent à quelque chose de plus que d'aider la royauté à sortir de ses embarras financiers. Il s'agit sans violence de faire cesser les abus en changeant la forme politique.

Cette révolution pacifique n'est pas une chimère : le Tiers ne se pense pas tromper ~~pas~~ en se disant la grande majorité de la nation en face de cette minorité qui donne au roi les pires conseils, — les meilleurs esprits de cette minorité privilégiée ne viennent-ils pas se rallier au programme de l'aristocratie bourgeoise ?, — le mouvement en faveur des idées libérales va grandissant, — le roi mieux conseillé va voir que le but est ~~grand~~ noble, qu'il aura bien plus de force en acceptant la collaboration de l'élite de la nation.

La principale erreur de la majorité du Tiers est justement de croire qu'il parle au nom de toute la nation, c'est cet optimisme théorique qui devait se fondre douloureusement au passage à la pratique. Il n'y a pas en effet que cette bourgeoisie modérée — il y en a une autre moins haut dans l'échelle sociale plus froissée, moins éclairée, partant moins patiente, — il y a une masse des paysans qui veut briser certaines entraves et s'intéresse peu aux questions politiques, qui ne souffrira pas qu'on touche à ses croyances ou qu'on la dérange de ses habitudes, — il y a enfin une masse populaire peu consciente, peu intelligente alors, qui néanmoins sous l'aiguillon des exaltés du moment entrera en scène avec ses espoirs, ses vagues désirs, ses colères. Montesquieu, Voltaire, Rousseau d'accord pour critiquer l'ancien régime et les vieux principes qui le soutenaient ne l'ont plus été dans leurs plans de réfection. Les deux premiers dans leurs écrits ont présenté leur dernier idéal à la haute bourgeoisie fortunée et intelligente, ils ont traité surtout des questions politiques, — le dernier a posé la question sociale considérant surtout par tempérament la basse classe, ce qui va être bientôt appellé la démocratie, tous les partis extrêmes vont se réclamer de lui. Il a semé les germes qui voudront s'épanouir avant leur temps. La bourgeoisie française va malgré les pures et saines intentions de son aristocratie, seule en situation de la bien conduire, se laisser dépasser par de fanatiques chefs politiques s'appuyant : les uns sur la bourgeoisie moyenne, peu consciente, — les autres sur la petite bourgeoisie et le peuple ayant des aspirations encore plus vagues.

La victoire de la classe moyenne, n'est pas, loin de là, définitivement remportée, au début de la Révolution.

La classe bourgeoise [illegible]

La convocation des États généraux, votée à l'occasion impatiemment attendue qui enfin se présente. Les notables, le tiers prétendent à quelque chose de plus que d'aider la royauté à sortir de ses embarras financiers. Il s'agit sans violence de faire cesser les abus en changeant la forme politique.

Cette révolution pacifique n'est pas une chimère : le tiers ne se trompe pas en se disant la grande majorité de la nation en face de cette minorité qui donne au roi les pires conseils, — les meilleurs esprits de cette minorité privilégiée ne viennent-ils pas se rallier au programme de l'aristocratie bourgeoise ?, — le mouvement en faveur des idées libérales va grandissant, — le roi mieux conseillé va voir que le but est grand noble, qu'il aura bien plus de force en acceptant la collaboration de l'élite de la nation.

La principale erreur de la majorité du tiers est justement de croire qu'il parle au nom de toute la nation, c'est cet optimisme théorique qui venait se fondre douloureusement au passage à la pratique. Il n'y a pas en effet que cette bourgeoisie modérée — il y en a une autre moins haut dans l'échelle sociale plus pressée, moins éclairée, partant moins patiente, — il y a une masse des paysans qui veut bien certaines réformes et s'intéresse peu aux questions politiques, qui ne demande pas qu'on touche à ses croyances et qu'on la dérange de ses habitudes, — il y a enfin une masse populaire peu consciente, peu intelligente alors, qui n'écoutera que l'aiguillon des exaltés du moment entraînés en tête avec ses espoirs, ses vagues désirs, ses colères. Montesquieu, Voltaire, Rousseau d'accord pour critiquer l'ancien régime et les vieux principes qui le soutenaient ne l'ont plus été dans leurs plans de réfection. Les deux premiers dans leurs écrits ont présenté leur dernier idéal à la haute bourgeoisie fortunée et intelligente, ils ont traité surtout des questions politiques, — le dernier a posé la question sociale considérant surtout par tempérament la basse classe, ce qui va être bientôt appelé la démocratie, tous les partis extrêmes vont se réclamer de lui. Il a semé les germes qui vont s'épanouir avant leur temps. La bourgeoisie française malgré les justes et saines intentions de ses aristocrates, seule en situation de la bien conduire, se laissa déborder par de fanatiques chefs politiques s'appuyant : les uns sur la bourgeoisie moyenne, peu consciente, — les autres sur la petite bourgeoisie et le peuple ayant des aspirations encore plus vagues.

La victoire de la classe moyenne, n'est pas [illegible] définitivement remportée, au début de la Révolution.

Ce fut l'élection de l'abbé Grégoire, puis peu après l'attentat de Louvel

Si les ordonnances de Juillet passaient la prépondérance politique, que dans le législatif, s'efforçait d'atteindre la bourgeoisie de gouvernement, malgré le mauvais vouloir de l'exécutif, était encore retardée, durement rejettée en arrière. En effet:
La première ordonnance supprimait en somme cette presse où les meilleurs de la bourgeoisie avaient lutté avec plus de bonne foi que ne le prétendait le rapport précédent les ordonnances. La loi de justice et d'amour était dépassée. C'était le baillonnement de cette presse libérale qu'on accusait d'être: «un foyer de corruption, un instrument de désordre, ... l'excitatrice des jalousies et des haines».
S'il n'y avait eu que la seconde ordonnance la bourgeoisie au contraire se fût félicité de l'initiative royale: la dissolution de la Chambre n'était pas pour intimider les 221 et leurs commettants qui les avaient réélus et renforcés.
Mais la troisième ordonnance venait: " prévenir le retour des manœuvres qui avaient exercé une influence pernicieuse sur les opérations des derniers collèges électoraux". Alors différentes combinaisons radicales mettaient les élections aux mains des 8 mille propriétaires fonciers les plus riches du royaume. Plus d'électeurs patentés!
L'application de ce système électoral qui devait ramener en majorité à la Chambre les défenseurs du trône et de l'autel était fixée par la quatrième ordonnance au 13 7bre 1830.

La confiance du ministère Polignac et du roi était grande. Ils connaissaient le caractère timide et modéré de cette classe ambitieuse "qu'un bonnet à poil placé au haut des tours Notre Dame suffirait à effrayer". Comment penser que cette querelle très limitée intéressât les classes inférieures au point qu'elles fissent une révolution? Charles X se croyait bon prince pour son peuple; il croyait que la classe moyenne même malgré son élite ambitieuse, cause de tous les troubles, lui restait au fond attachée. C'était singulièrement méconnaître la société d'alors.

Ce fut l'élection de l'abbé Grégoire, puis peu après l'attentat de Louvel qui fut le prétexte de cette rupture avec les libéraux, commencée sous le second ministère Richelieu, marquée davantage sous le ministère Villèle. La lutte aveugle de l'ancien régime et de la révolution, avait écrasé ce parti du juste milieu qui prétendait les accorder. A peine se reformait-il, espérait-il avoir assez de force pour pouvoir se séparer de ses dangereux amis que ceux-ci par quelque coup de tête les compromettaient à nouveau, les tiraient à eux dans l'opposition. Cette opposition diminuant tous les jours numériquement à la chambre remplaçait le nombre par l'exaltation éloquente des grands chefs libéraux qui la menaient.

En somme la classe moyenne, représentée comme l'entend Guizot par les doctrinaires dont il était, n'est pas au moment de la révolution de 1830 définitivement victorieuse du parti de l'ancien régime, qui revenait à son jour parce qu'il avait été trop durement abattu au début. La révolution de 1789 dont l'évolution prématurée avait devancé les temps, devait être recommencée par une seconde évolution normale et lente et la classe moyenne devait s'étonner de ne point la voir immédiatement partir d'elle, absolument comme la classe inférieure devait s'impatienter de souffrir des fautes des deux classes qui avaient des titres meilleurs que les siens, et qui se disputaient le pouvoir, regardant peu au dessous d'elles.

Victoire glorieuse, victoire définitive? L'histoire ne le montre pas. Est-il possible de ne point voir: qu'il n'y eut d'héroïque que la résistance des girondins, ils ne représentaient pas la classe moyenne au sens de M. Guizot et ils ne furent pas victorieux, qu'il n'était pas précisément glorieux de secouer le joug de l'Empereur abattu, alors qu'on l'avait platement subi quand il était fort, - qu'il n'y eût sous la Restauration que les libéraux avancés et leurs troupes pour payer de leur personne, ~~et~~ qu'eux seuls voulurent et firent la Révolution de Juillet? Au reste l'ancien régime ne pouvait longtemps ~~main~~soutenir son retour offensif!

Est-il possible de ne point discerner les éléments différents qui composent enfin cette classe moyenne! il n'y a pas que cette vieille et sympathique aristocratie bourgeoise de race, peu fortunée, intelligente, mais ayant trop l'esprit de caste, ~~et ayant~~ avec une trop haute idée de sa valeur, dont Royer Collard, Guizot sont d'heureux représentants, - il y a une haute bourgeoisie toute dorée et toute nouvelle qui pense trop mener tout par l'argent, - il y a une bourgeoisie moyenne nouvellement développée socialement composée surtout d'industriels bornés et égoïstes qui apportent le même esprit d'avidité en politique et en affaires, - il y a une petite bourgeoisie qui aura tendance par sa situation sociale à prendre pour chefs non pas les socialistes d'alors, mais les libéraux avancés.

Et toute la gamme du parti libéral qui va de de Serre, Royer Collard, Casimir Périer, jusqu'à Lafayette et Voyer d'Argenson, ne

Ce fut l'élection de l'abbé Grégoire, puis peu après l'attentat de Louvel qui fut le prétexte de cette rupture avec les libéraux, commencée par le second ministère Richelieu, marquée davantage sous le ministère Villèle. La lutte aveugle de l'ancien régime et de la révolution avait cessé ce point du juste milieu qui prétendait les accorder. Il pensait — mais il espérait l'avoir assez de force pour pouvoir se séparer de dangereux amis que ceux-ci par quelque coup de tête les compromettaient à nouveau, les tiraient à eux dans l'opposition. Cette opposition dominaient tous les jeunes numériquement à la Chambre dépassait le nombre par l'exaltation éloquente des grands chefs libéraux qui la menaient.

En somme la classe moyenne, représentée comme l'avait voulu par les doctrinaires dont il était, n'est pas au moment de la révolution de 1830 définitivement victorieuse du parti de l'ancien régime, qui revenait à son jour parce qu'il avait été trop durement abattu au début. La révolution de 1789 dont l'évolution prématurée avait devancé les temps, devait être recommencée par une seconde évolution normale et lente et la classe moyenne devait s'étonner de ne pouvoir la voir immédiatement partir d'elle, absolument comme la classe inférieure devait s'impatienter de souffrir des fautes des deux classes qui avaient des titres meilleurs que les siens, et qui se disputaient le pouvoir, regardant peu au besoin d'elles.

Victoire glorieuse, victoire définitive ? L'histoire ne le montre pas.
Est-il possible de ne point voir : qu'il n'y eut d'héroïque que la victoire de ces glorieuses, ils ne représentaient pas la classe moyenne au moment M. Guizot et ils ne furent pas victorieux, qu'il n'était pas précisément glorieux de recevoir le prix de l'Empereur abattu, alors l'avait plutôt subi quand il était fort ; — qu'il n'y eût sous la Restauration que les libéraux avancés et leurs troupes pour payer leur personne, — qu'eux seuls voulaient et firent la Révolution de Juillet ? Que seule l'ancien régime ne pouvait longtemps ~~……~~ son retour offensif !

Est-il possible de ne point discerner les éléments différents qui composent enfin cette classe moyenne ? Il n'y a pas que cette vieille et sympathique aristocratie bourgeoise de race, peu fortunée, petite gente, mais ayant trop l'esprit de caste, et ayant une trop haute idée de sa valeur, fort Royer Collard, Guizot tout d'hommes représentants — il y a une haute bourgeoisie toute dorée et toute nouvelle qui pas trop menue tant par l'argent ; — il y a une bourgeoisie moyenne nouvellement développée, socialement composée surtout d'industriels bornés et égoïstes qui apportent le même esprit d'avidité en politique et en affaires ; — il y a une petite bourgeoisie qui sous tendance par sa situation sociale à pencher pour plus loin pas les socialistes d'alors, mais les libéraux avancés.

Et toute la gamme du parti libéral qui va de de Broë, Royer Collard, Casimir Perier, jusqu'à Lafayette et Voyer d'Argenson,

le général Bonaparte avait éminemment cette faculté de

traduit-elle pas ces tendances différentes de la masse bourgeoise ? Les doctrinaires n'ont point fait école, la jeunesse libérale est alléeà des partis qui se réclamaient un peu plus qu'eux de la Révolution française. M. Thiers ne sera pas doctrinaire et M. Guizot en sera un de la jeune école.

Et par delà la bourgeoisie qu'y a-t-il encore ? Est-ce que les germes déposés dans l'âme populaire par la Révolution sont à jamais stérilisés ? Est-ce que cette révolution a été « un accès de frénésie d'un peuple ne comprenant même pas ce qu'il veut » suivant l'expression de ce discours de Lamartine, où le poète proclame qu'elle fut autre chose[1] ? Non, la conscience venait de plus en plus à la classe inférieure : les fautes commises, le but à atteindre étaient rappellés par les éducateurs peu remarqués alors de la démocratie. Le sourd travail pourtant se faisait !

La bourgeoisie de gouvernement grâce au concours matériel de la force populaire va saisir fortement le pouvoir, Va-t-elle y apporter un esprit large, conciliant, bienveillant, ou bien marquer les divisions de classe, va-t-elle comprendre que le mouvement au dessous d'elle ne lui sera point hostile si elle veut bien le diriger, dans la bonne voie ?

[1] Discours de Lamartine, au banquet offert à l'auteur des Girondins (18 Juillet 1847)

Le roi Louis XVIII éclairé, comprenant les nécessités libérales ne pourrait que souscrire à un tel programme.

La classe dirigeante eut dès le début une légère déception : Le roi ne voulut pas souscrire ce contrat qu'elle lui proposait ; c'était 1830 imposé trop tôt. Louis XVIII octroya une Charte, mais ne conclut pas un pacte. La royauté allait-elle méconnaître la toute puissance et les volontés de la nouvelle France, lui opposer l'ancienne en la personne des émigrés revenant bravement « dans les fourgons de l'étranger » ?

Heureusement la Charte remplit pleinement les vœux de cette partie choisie et élevée de l'opinion qui alors seulement comptait, elle se déclara satisfaite du cadre politique qu'elle s'imaginait presque exclusivement remplir. Elle devait s'apercevoir bientôt qu'elle avait commis une faute en acceptant le cens de 300 francs à l'électorat et celui de 1000 francs à l'éligibilité, maîtresse à Paris et dans tous les grands centres, elle allait se voir débordée en province par la petite féodalité terrienne, étroite, jalouse, fanatique plus encore qu'aux premiers jours.

Il est vrai comme la classe moyenne était rien moins que révolutionnaire et qu'elle craignait surtout, non sans raison, le flot montant des classes inférieures, elle prit son mal en patience, pensant que les ultras s'useraient vite, cesseraient de leur barrer le pouvoir. Calcul assez juste. Mais après les ultras venaient les royalistes modérés et malgré la bonne volonté des doctrinaires la fusion entre le centre droit et le centre gauche ne put se faire. On leur demandait vraiment de remonter trop loin, on leur demandait de toucher aux conquêtes déjà faites par la bourgeoisie modérée ; ils avaient derrière eux des libéraux plus avancés d'extrême gauche, ils ne pouvaient à ce point se séparer d'eux. Royer Collard, Camille Jordan, ne voulurent pas faire vers la droite la même évolution qu'ils reprochèrent si fort à de Serre. Aussi la popularité leur revint-elle.

Ce fut le plus souvent que, sous la Restauration, le parti libéral forma un seul bloc pour attaquer. Après la dissolution de la chambre introuvable, les libéraux crièrent tous : « Vive le roi » mais pour bien peu de temps. Cependant jusqu'en 1820 la haute bourgeoisie représentée par ses doctrinaires faillit désarmer, elle le désirera encore après l'intermède reposant du ministère Martignac. Qui l'empêcha d'être parti de gouvernement ? : les provocations des ultras, les prétentions contre révolutionnaires des royalistes modérés, l'opposition violente des libéraux plus avancés dont elle comprenait les colères sans les excuser

Et en effet, ce furent les partis avancés, le peuple qui sentant plus fortement la réaction des ultras, acclamèrent l'empereur revenant. La Terreur blanche qui assimila la classe moyenne aux révolutionnaires extrêmes fut le prétexte ou la conséquence de cette déplorable tentative.

Ce fut l'élection de l'abbé Grégoire, puis ... l'attentat de ...

Louis XVIII éclairé, comprenant les nécessités libérales ne pouvait que souscrire à un tel programme.

La classe bourgeoise eut dès le début une légère déception : elle ne voulut pas souscrire ce contrat qu'elle lui proposait ; c'était 1830 pour ... trop tôt. Louis XVIII octroya une Charte, mais ne conclut pas de pacte. La royauté allait-elle reconnaître la toute puissance et la volonté de la nouvelle France, lui opposer l'ancienne et la personne des émigrés revenant triomphants dans les fourgons de l'étranger ?

Heureusement la Charte remplit parfaitement les vœux de cette partie choisie et élevée de l'opinion qui alors seulement comptait ; elle se déclara satisfaite du cadre politique qu'elle n'imaginait guère que [illegible]. Elle devait s'apercevoir bientôt qu'elle avait commis une faute en acceptant le cens de 300 francs à l'électorat et celui de 1000 francs à l'éligibilité ; maîtresse à Paris et dans tous les grands centres, elle allait se voir débordée en province par la petite féodalité terrienne, [illegible] jalouse, fanatique plus encore qu'aux premiers jours.

Il est vrai comme la classe moyenne était rien moins que [illegible] et qu'elle craignait au plus, non sans raison, le flot montant des classes inférieures elle put très mal en patience, [illegible] que les ultras l'écartaient vite, cependant de leurs bancs le pouvoir. Il eût assez juste. Mais après les ultras venaient les [illegible] modérés et malgré la bonne volonté des doctrinaires la fusion entre le centre droit et le centre gauche ne put se faire. On leur demandait vraiment de remonter trop loin, on leur demandait de toucher aux conquêtes déjà faites par la bourgeoisie modérée ; ils avaient derrière eux des libéraux plus [illegible] de l'extrême gauche, ils ne pouvaient à ce point se séparer des Royer-Collard, Camille Jordan, ne voulaient pas faire vers la droite la même évolution qu'ils reprochaient si fort à de Serre. Aussi la [illegible] [illegible]-elle.

Ce fut le plus souvent, sous la Restauration, que le parti libéral se trouva [illegible] pour attaquer. Après la dissolution de la chambre introuvable, les libéraux rentrent tous : Villèle [illegible] peu de temps. Cependant jusqu'en 1830 la haute bourgeoisie [illegible] par les doctrinaires faillit devenir elle le devînt encore après l'intermède [illegible] du ministère Martignac. Elle [illegible] d'être partie de gouvernement : les provocations des ultras, les [illegible] contre-révolutionnaires des royalistes modérés, l'opposition violente des libéraux plus avancés dont elle comprenait les [illegible] dans les [illegible]

Et en effet ce furent les partis avancés, le peuple qui [illegible] plus [illegible]ment la réaction des ultras, acclamant l'empereur revenant de l'île d'Elbe [illegible] Waterloo, [illegible] la classe moyenne aux révolutionnaires extrêmes fut le prétexte ou la conséquence de cette [illegible]

Le général Bonaparte avait éminemment cette faculté de psychologie sociale, qui manqua totalement même aux meilleurs, aux plus purs des chefs de la révolution, qui fit la supériorité de Mirabeau et qui est nécessaire aux meneurs d'hommes, qui est le fond de leur génie. Sceptique, ayant le mépris des hommes, des idéologues qui se grisent d'idées inapplicables, pesant froidement les forces des partis, délié absolument de tout esprit de classe comme tous les hommes vraiment supérieurs, il était le médiateur nécessaire et souverain entre elles.

Au reste, il savait éminemment leurs passions, leurs aspirations. Il accorda aux unes leurs satisfactions de vanité, il encouragea les autres dans leur ascension matérielle, il eut pour d'autres son éloquence dont tous les mots sont calculés et portent, il eut pour toutes tant qu'elles ne prétendaient pas s'émanciper ou le gêner les caresses. Ce qu'il y avait de bon dans le programme de la classe moyenne il le fit aboutir. Point de sentimentalisme, point d'esprit de justice, la France forte, par l'équilibre des classes, sous sa main de fer. Pour que ce terrible mais intelligent joug fut supporté il fallait le prestige, la force, la victoire. Quand elle lui manqua l'élite toujours ambitieuse de cette classe dont il craignait le plus la force sociale et les idées libérales vinrent lui réclamer ~~leur~~ sa part de gouvernement. Point d'hésitation chez lui, il pesait les nécessités, il céda. Seulement comme il vit que la conciliation entre lui et la classe moyenne était désormais impossible, il prépara l'avenir en accentuant au même moment son mouvement vers la démocratie. Si la dernière classe avait eu plus de force, si elle avait été moins arriérée et capable de le soutenir à elle seule, il se serait certes dès le début appuyé sur elle. Mais l'intelligence, la fortune étaient plus haut, elles étaient aussi plus exigeantes!

Ce grand génie avait peu de cœur, beaucoup d'orgueil.

Ce fut l'élite de la bourgeoisie qui accepta les Bourbons fondant sur Louis XVIII beaucoup d'espoir.

La haute bourgeoisie se croyait enfin redevenue maîtresse. Elle s'imaginait représenter la révolution assagie, elle pensait voir venir vers elle le roi et tout son entourage d'ancien régime. Elle revenait à la conception de Mirabeau : la royauté forte protégeant le législatif sans le dominer, la collaboration féconde de la royauté et de la tête de la nation, l'axe politique définitivement placé dans la classe moyenne, plus de souveraineté populaire, plus de démagogie. Elle admettait un peu de retouche aux principes et aux diverses œuvres de la Révolution, elle voulait garder presque toute l'œuvre de la Constituante et la développer dans le même sens.

psychologie sociale, qui manque totalement même aux meilleurs et plus purs des chefs de la révolution, qui fit la supériorité de Mirabeau et qui est nécessaire aux meneurs d'hommes, qui est le fond de leur génie. Sceptique, ayant le mépris des hommes, des idéologues qui se grisent d'idées inapplicables, pesant froidement les forces des partis, dégagé absolument de tout esprit de classe comme tous les hommes vraiment supérieurs, il était le médiateur nécessaire et souverain entre elles.

Au reste, il savait ménager leurs passions, leurs aspirations. Il accorda aux unes leurs satisfactions de vanité, il encouragea les autres dans leur ascension matérielle, il eut pour d'autres son éloquence dont tous les mots sont calculés et portent, il eut pour toutes tant qu'elles ne prétendaient pas s'émanciper ou le gêner, ses caresses. Ce qu'il y avait de bon dans le programme de la classe moyenne il le fit aboutir. Point de sentimentalisme, point d'esprit de justice. La France forte, par l'équilibre des classes, sous sa main de fer.

Pour que ce terrible mais intelligent joug fut supporté il fallait le prestige, la force, la victoire. Quand elle lui manqua l'élite toujours ambitieuse de cette classe dont il craignait le plus la force sociale et les idées libérales vint lui réclamer sa part de gouvernement. Point d'hésitation chez lui, il passait les nécessités il céda : seulement comme il vit que la conciliation entre lui et la classe moyenne était désormais impossible, il prépara l'avenir en se tournant au même moment vers la démocratie.

Si la dernière classe avait eu plus de force, si elle avait été moins arriérée et capable de se gouverner à elle seule, il se serait entre ses... de but appuyé sur elle. Mais l'intelligence, la fortune était plus haut, elles étaient aussi plus exigeantes !

Ce grand génie avait peu de cœur, beaucoup d'orgueil.

Ce fut l'élite de la bourgeoisie qui accepta les Bourbons fondant sur Louis XVIII beaucoup d'espoir.

La haute bourgeoisie se voyait enfin redevenue maîtresse. Elle s'imaginait représenter la révolution assagie, elle pensait voir venir vers elle le roi et tout son entourage d'ancien régime. Elle revenait à la conception de Mirabeau : la royauté forte protégeant la légalité sous le sceptre, la collaboration féconde de la royauté et de la tête de la nation, et une politique définitivement placée dans la classe moyenne, plus de souveraineté populaire, plus de démagogie. Elle admettait un peu de retouche aux principes et aux diverses œuvres de la Révolution, elle voulait garder presque toute l'œuvre de la Constituante et la développer dans le même sens

les idées de gouvernement libre devaient fatalement triompher, plus ou moins vite suivant la résistance des vieux cadres, suivant l'impatience révolutionnaire des peuples : évolution coupée de révolutions.
La seconde royauté de la Restauration était donc tombée pour avoir méconnu l'état d'âme de la nation pouvait-on dire.
Louis Philippe le connaissait plus, ou du moins l'esprit de cette classe qui voulait gouverner plus que lui, il accepta cette monarchie diminuée dans son essence par cela seul qu'elle était créée par le législatif ou mieux son expression sociale : la bourgeoisie de gouvernement ; les pouvoirs de la royauté restaient dans les grandes lignes les mêmes, mais Charles X avait été roi, le duc d'Orléans devenait un fonctionnaire, que la bourgeoisie sans scrupules et hésitations remplacerait à la première infraction au pacte. Cependant cette classe voulait seulement la royauté faible vis à vis d'elle, elle comprenait qu'il ne fallait point la diminuer au point de lui enlever toute force imposante vis à vis de la classe inférieure, qu'après les journées de Juillet elle commence à craindre, plus qu'avant, les défenseurs maintenant définitivement vaincus de l'ancien régime et du pouvoir absolu. Elle avait ce sentiment, mais elle devait se repentir bientôt de ne le pas avoir assez traduit dans la constitution. S'il était quelqu'un qui comprit bien la force et la légitimité de cette "prépondérance politique" de l'élite de la bourgeoisie française c'était Louis-Philippe, il se résignait à régner plutôt qu'à gouverner, sa plus haute ambition était de n'être point réduit au rôle par trop effacé du monarque anglais, mais de pouvoir faire peser dans la balance des partis ses tendances de haute bourgeoisie conservatrice, de développer son pouvoir personnel en s'appuyant sur l'aristocratie bourgeoise jusqu'au point où la classe moyenne tout entière le permettrait.
Quoi qu'il en soit la bourgeoisie fit au pouvoir royal les légères retouches qui lui semblaient s'imposer.
D'abord plus de droit divin, l'affirmation d'une souveraineté nationale spéciale intermédiaire entre le roi et le peuple : le préambule de la Charte de 1814 est supprimé parce qu'il blesse cette souveraineté nationale en paraissant octroyer aux Français des droits qui leur appartiennent essentiellement. Le duc d'Orléans est appelé au trône par les chefs des classes moyennes, non comme Bourbon, mais quoique Bourbon. Tout commence à titre nouveau : ce n'est pas Louis Philippe VII roi de France, mais Louis Philippe I roi des Français.
Plus d'ordonnances illégales : le roi ne pourra jamais ni suspendre les lois, ni dispenser de leur exécution.
Plus de cours prévôtales : il ne pourra être créé de commissions ou de tribunaux extraordinaires.

[illegible]
Nécessités du gouvernement [illegible] devait fatalement [illegible], [illegible]
vite suivant la résistance des vieux cadres, suivant l'impatience révolution-
naire des peuples : évolution coupée de révolutions.
La seconde royauté de la Restauration était donc tombée pour avoir
méconnu l'état d'âme de la nation pouvant ordre.
Louis Philippe le connaissait plus ou du moins l'esprit de cette classe
qui voulait gouverner plus que lui, il accepta cette monarchie diminuée
dans son essence par cela seul qu'elle était créée par le législatif ou
mieux son expression sociale : la bourgeoisie de gouvernement ; les
pouvoirs de la royauté restaient dans les grandes lignes les mêmes, mais
Charles X avait été roi, le duc d'Orléans devenait un fonctionnaire que
la bourgeoisie sans scrupules et hésitations remplaçait à la premi-
ère infraction au pacte. Cependant cette classe voulait seulement la
royauté faible vis à vis d'elle, elle comprenait qu'il ne fallait point
la diminuer au point de lui enlever toute force imposante vis à
vis la classe inférieure, qu'après les journées de Juillet elle commencera
craindre, plus qu'avant, les défenseurs maintenant définitivement vaincus de
l'ancien régime et du pouvoir absolu. Elle avait ce sentiment, mais
elle devait se repentir bientôt de ne le pas avoir assez traduit dans la
constitution. S'il était quelqu'un qui comprit bien la force et
la légitimité de cette "prépondérance politique", de l'élite de la
bourgeoisie française c'était Louis-Philippe, il se résignait à
régner plutôt qu'à gouverner, sa plus haute ambition était de
n'être point réduit au rôle par trop effacé du monarque anglais, mais
de pouvoir faire peser dans la balance des partis ses tendances de haut
la bourgeoisie conservatrice, développer son pouvoir personnel en
s'appuyant sur l'aristocratie bourgeoise jusqu'au point où la clas-
se moyenne tout entière le permettrait.
Aussi qu'elles ont la bourgeoisie fit au pouvoir royal les légères retou-
ches qui lui semblaient s'imposer.
D'abord plus de droit divin, l'affirmation d'une souveraineté natio-
nale spéciale intermédiaire entre le roi et le peuple : le préambule
de la Charte de 1814 est supprimé parce qu'il blesse cette
souveraineté nationale en paraissant octroyer aux Français des
droits qui leur appartiennent essentiellement. Le duc d'Or-
léans est appelé au trône par les chefs des classes moyennes, non
comme Bourbon, mais quoique Bourbon. Tout commence à être
nouveau, ce n'est pas Louis Philippe VII roi de France, mais
Louis Philippe I roi des Français.
Plus d'ordonnances illégales : le roi ne pourra jamais ni sus-
pendre les lois, ni dispenser de leur exécution.
Plus de cours prévôtales : il ne pourra être créé de commissions ou
de tribunaux extraordinaires.

En effet [illegible] la bourgeoisie de gouvernement qui [illegible]

Les libéraux modérés à leur point de vue avaient raison : la victoire grise et donne des droits, le peuple allait réclamer les siens, mal conseillé il lui prendrait peut-être la fantaisie de demander la république. Or cette forme de gouvernement avait laissé de trop tristes souvenirs, elle ne semblait compatible qu'avec la démagogie, incompatible avec la prépondérance politique des classes moyennes.

Le peuple autour de l'Hôtel de ville restait armé et s'agitait. Les députés par une bonne inspiration lui avaient envoyé le général Lafayette qu'il avait aussitôt acclamé et une commission municipale de 5 membres, parmi lesquels Casimir Périer et Mauguin représentaient les deux tendances qui les partageaient. Ils avaient sanctionné la nomination de Lafayette comme général des gardes nationales un peu à contre cœur, mais quel libéral modéré avait le prestige du vétéran révolutionnaire ! lui seul pouvait rétablir le lien entre le peuple victorieux et la petite assemblée illégale des députés alors présents.

Il fallait que la classe moyenne se pressât. A contre cœur elle fut ne point écouter les belles propositions que faisait le roi vaincu. Les dynastiques durent se rallier à cette idée, préparée dès longtemps par M Thiers et de la nouvelle école libérale, d'un 1688 français. Sans le consentement du duc d'Orléans qui se cachait embarrassé M. Thiers lança des proclamations en sa faveur. Les derniers scrupules s'apaisèrent, les dernières hésitations furent vaincues par la pression du soi-disant danger social, Louis-Philippe fut nommé lieutenant général.

Que demandait l'Hôtel de ville et Lafayette lui même : la convocation d'une Constituante élue au suffrage universel. Certes la république n'en fût point sortie, mais c'était reconnaître cette souveraineté nationale que les libéraux modérés ne voulaient voir que dans la raison, eux seuls la détenaient, au dessous d'eux il n'y avait qu'ignorance ou passions mauvaises.

Ce fut Louis-Philippe qui prit la courageuse résolution d'aller apaiser, séduire l'Hôtel de ville qui grondait.

Dangereuse promenade, mais qui était nécessaire ! Les députés populaires étaient là près du duc qui les interpellait familièrement : Laffitte, Benjamin Constant sauvèrent Louis-Philippe par leur seule présence. Par moments, les poignées de main, la grâce chevaleresque du prince ne suffisaient pas, des cris de colères partaient, des visages maussades criaient "vive Lafayette" le cortège était serré, il craignait quand il passait les barricades à peine ouvertes et l'Hôtel de ville où étaient tous les éléments passionnés n'était pas précisément le port !

Mais l'Hôtel de ville momentanément dompté, la couronne

En effet [illegible] la bourgeoisie de gouvernement qui va
était gagnée !

Lafayette savait que le lieutenant général la venait chercher. Il avait renoncé à son idée de convocation d'une Constituante mais point à ses tendances démocratiques, le passé de Louis Philippe lui inspirait confiance. Il fut à ce point émotionné par l'accolade que lui donna le duc d'Orléans qu'il oublia de lui faire jurer ces garanties à la nation qu'il alla trop tard lui réclamer après. En effet l'apparition à la fenêtre du prince et du général étroitement embrassés et serrant le drapeau tricolore avait enthousiasmé la foule, le retour avait été triomphal. Le peuple charmé espérait naïvement beaucoup de celui qui maintenant pouvait saisir la royauté sans crainte.

Il ne restait plus que les formalités d'investiture, après le pacte conclu entre la royauté nouvelle et la bourgeoisie toute puissante.

(Il y eut) Peu d'hésitations de part et d'autre.

La Charte de 1814 dans son ensemble constituait bien le régime que voulaient les classes moyennes : la monarchie constitutionnelle, le gouvernement parlementaire, le roi et l'élite de la nation, appliquant, faisant les lois. Sous la Restauration ces deux pouvoirs s'étaient jalousés l'un l'autre, parce qu'il y avait antipathie entre les éléments concrets, humains qui les détenaient : le pouvoir exécutif avait été porté à diminuer, à rabaisser, à assouplir ce nouveau pouvoir législatif qui n'était qu'un démembrement du premier et qui s'était révolté contre lui ; la monarchie de droit divin ne pouvait se résigner à se voir diminuée par l'ambitieuse doctrine de la liberté. Accorder cette liberté c'était pour elle affaiblir l'État, car la royauté ne croyait pas au désintéressement et à l'habileté politique de cette classe roturière qui prétendait collaborer à la gestion des affaires publiques, parce qu'elle avait conduit avec bonheur ses affaires privées ! Il pouvait y avoir une part de vérité dans de telles raisons que se donnait pour résister à un mouvement puissant la monarchie absolue, mais suivant un mot de Thiers le peuple français en était arrivé à ce point « qu'il aimait mieux gâter ses affaires de ses propres mains que de les laisser bien faire à d'autres »[1] la bourgeoisie française était la plus forte, car derrière, la démocratie venait, qui se réclamait des mêmes principes, qui avait la même aspiration de gouvernement par la nation. La civilisation élevant matériellement et moralement les classes leur soufflait l'esprit d'indépendance et d'ambition.

[1] Discours de M. Thiers « sur les libertés nécessaires à la France » 11 janvier 1864

En effet, la stupeur passée, la bourgeoisie de gouvernement, qui va bientôt devenir la bourgeoisie orléaniste, ne pensa qu'à opposer à l'illégalité, une noble résistance légale. Elle eût perdu dans ce cas pour longtemps sa cause, car cette attitude eut donné confiance à la réaction et les libéraux avancés se seraient définitivement séparés d'elle. Seraient restés en présence, pour ne pas s'entendre longtemps, seulement l'ancien régime et la révolution chacun tenant à son bloc.

Mais en temps anormal des éléments de l'opinion qui n'ont point à parler avant, qui doivent taire leurs aspirations, - peuvent les découvrir et leur donner une terrible importance, la crise en quelque sorte les délie. La bourgeoisie moyenne, les libéraux avancés, les masses inférieures allaient épouser cette querelle qu'elles sentaient ne point passer si fort au dessus de leurs têtes. Les députés de l'opposition d'abord étaient populaires ; certainement, pas tous au même degré : Benjamin Constant, le général Foy avaient remué dans leurs attaques plus profondément les vieilles fibres révolutionnaires que Royer Collard et même Casimir-Périer malgré cette belle fougue, qu'admirait si fort Armand Carrel ; la petite bourgeoisie avec déjà ses tendances démocratiques un peu exclusives était persuadée que si les députés libéraux triomphaient, et elle ne voyait pas encore comment et jusqu'à quel point, ses intérêts matériels seraient protégés et favorisés ; le peuple de Paris, la force ouvrière naissante, aimant peu les Bourbons mais les craignant, voyait une occasion de montrer sa force, ses souffrances, son intelligence, son esprit de solidarité, l'idéal lointain qu'elle caressait. L'espoir naïf dominait les masses, la minorité et les chefs voyaient seulement le but républicain, alors que la grande majorité allait faire crédit au duc d'Orléans et à son entourage parce que les belles paroles et les beaux gestes fascinent toujours les âmes simples.

Les 3 journées furent l'œuvre populaire.

Odilon Barrot jeune avocat libéral y prit part activement et en a noté la physionomie. Il remarque que la petite bourgeoisie voyant l'émeute tourner en révolution pensait surtout un peu lâchement à se garer de la troupe aussi bien que du peuple, qu'en majorité sans être indifférente elle s'abstint, méfiante à tort des combattants de Juillet ; que les contingents ouvriers furent jetés sur le pavé parisien par la fermeture des ateliers, qu'ils furent encadrés et menés au feu, après l'émotion soulevée par la vue des premiers morts, par les élèves de l'école polytechnique et la bouillante jeunesse libérale, bonapartiste ou républicaine sortie des sociétés secrètes ; - enfin que l'attitude des députés présents alors à Paris ne fut point nettement encourageante, les uns modérés, futurs orléanistes voyant avec crainte ou dépit ce soulèvement populaire qui gagnait trop bien leur cause, les autres moins dynastiques heureux de voir la cause de la branche aînée des Bourbons définitivement perdue.

En effet, en plusieurs parties, la bourgeoisie de gouvernement, qui se tenait derrière la bourgeoisie militante, ne pensa qu'à opposer à l'illégalité une noble résistance légale. Elle eût perdu dans ce cas pour longtemps sa cause, car cette attitude eût donné confiance à la réaction et à ses libéraux avancés le traînant définitivement après elle seraient restés en présence, pour ne pas s'entendre longtemps, seulement l'ancien régime et la révolution chacun tenant à son idée.

Mais en temps anormal des éléments de l'opinion qui n'ont point à parler avant, qui savent taire leurs aspirations, — peuvent les découvrir et leur donner une terrible importance, la mise en quelque sorte en scène. La bourgeoisie moyenne, les libéraux avancés, les inférieurs attaient époux cette querelle qu'ils sentaient ne point passer si fort au dessus de leurs têtes. Les députés de l'opposition étaient populaires; certainement, pas tous au même degré : Benjamin Constant, le général Foy, avaient dans leurs attaques plus profondément les vieilles fibres révolutionnaires que Royer-Collard et même Casimir-Périer malgré cette belle fougue, qu'admirait si fort Armand Carrel; la petite bourgeoisie avec ses tendances démocratiques un peu exclusives était persuadée que si les députés libéraux triomphaient, et elle ne voyait parcours comment et jusqu'à quel point, ses intérêts matériels seraient protégés et favorisés; le peuple de Paris, la force ouvrière naissante, aimant peu les Bourbons mais les craignant, voyait une occasion de montrer sa force, ses souffrances, son intelligence, son esprit de solidarité, l'idéal lointain qu'elle concevait d'espoir naïf dominait les masses, la minorité et les chefs voyaient seulement le but républicain, alors que la grande majorité allait faire volontiers au duc d'Orléans et à son entourage, parce que les belles paroles et les beaux gestes touchent toujours les âmes simples.

Les 3 journées furent l'œuvre populaire.

Odilon Barrot, jeune avocat libéral, y prit part activement et en a noté la physionomie. Il remarque que la petite bourgeoisie voyant tourner en révolution, prenait partout un peu tardivement le parti de la révolte, aussi bien que du peuple, qu'une majorité sans être indifférente, elle s'abstint, inférieure à tout les combattants de Juillet; que les ouvriers furent jetés sur le pavé parisien par la fermeture des ateliers, qu'ils furent encadrés et menés au feu, après s'être laissés par la vue des premiers morts, par les élèves de l'école polytechnique et la bouillante jeunesse libérale, bonapartiste ou républicaine sortie des sociétés secrètes; — enfin que l'attitude des députés présents alors à Paris ne fut point nettement encourageante, les uns sous-estimaient, les autres craignaient, voyant avec crainte ce soulèvement populaire qui gagnait trop bien leur cause, les autres ne manifestant que comme honneurs devoir la cause de la branche aînée des Bourbons définitivement perdue.

les députés de la majorité conservatrice. Quelle fut la raison du refus de M. Guizot : les abus reprochés sont exagérés, de plus il n'y a pas à proposer de réforme parlementaire au début d'une session. Elle fut donc encore une fois repoussée malgré la surexcitation de l'opinion, mais aussi les conservateurs progressistes se détachèrent de la majorité de M. Guizot qui restait encore forte sans eux et plus fidèle.

Aussi l'opposition exaspérée commença t'elle ce qu'on a appelé la campagne des banquets.

C'était seulement sous ~~le~~ le ministère Casimir Périer que la bourgeoisie était resté unie pour la résistance. Les dangers passés vers 1836, quand les parlementaires crurent leur gouvernement solide ils se divisèrent. Ils commirent aussi cette autre faute qui discrédita le régime ~~parlementaire~~ représentatif, ils se coalisèrent contre le ministère Molé qui avait tendance à restaurer le pouvoir personnel du roi et qui surtout avait laissé hors lui les leaders de la bourgeoisie de gouvernement. Ceux-ci en 1839 donnèrent le triste spectacle du déchaînement de leurs ambitions personnelles et d'une lutte de mauvaise foi. Discrédit, divisions voilà la philosophie de la marche des partis sous la monarchie de Juillet !

La rupture entre MM. Thiers et Guizot ~~eût~~ eût été un bien si le libéralisme un peu plus large de M. Thiers eut pu triompher. Mais, et ce fut là encore une faute, l'auteur de la Révolution française se divisait surtout sur la question extérieure où il fut un brouillon et bien moins ~~que~~ sur la politique intérieure avec son rival doctrinaire, il retenait dans la politique avancée seulement ce qu'elle avait de mauvais, il tomba deux fois du pouvoir à cause de ses intempestives ardeurs belliqueuses.

Le ministère Guizot ~~était~~ durait trop ~~long~~. L'éloquence de son chef, du tribun tory ne masquait plus le vide ou l'égoïsme de la politique conservatrice qu'il défendait. Même la haute bourgeoisie d'argent tout occupée de ses affaires se détachait par indifférence ou confiance aveugle. On rendait, à tort il est vrai, responsable le ministère des scandales qui éclataient alors et frappaient l'opinion : procès Teste et Cubières, assassinat de la duchesse de Praslin.

Lamartine dans son retentissant discours au banquet de Mâcon, exprimait bien les inquiétudes et les dégoûts de la bourgeoisie moyenne hors le pays légal quand il disait : « La France s'attriste. Un malaise sourd couve dans les esprits les plus sereins, chaque citoyen aborde l'autre avec inquiétude, tout le monde a un nuage sur le front. Prenez-y garde, c'est de ces nuages que sortent les éclairs pour les hommes d'État et quelquefois aussi les tempêtes.... On se dit tout bas : « Avons-nous le gouvernement de nos idées, cet ordre est-il l'ordre ? Le gouvernement au lieu d'être une grande et saine mission de lumière et de morale appliquée, de vertu publique, n'est-il pas une grande industrie ? L'esprit de matérialisme et de trafic ne remonte-t-il pas des membres dans la tête ? Ne sommes nous pas dans une Régence de la bourgeoisie pleine d'agiotage, de concussions et de scandales .... ?

[illegible] constitutionnelle. [illegible] la raison de ... de Guizot. Les deux oppositions semblaient [illegible] de plus il n'y a pas à mon avis de réforme parlementaire aux élections d'une session. Elle fut donc encore une fois repoussée malgré la surexcitation de l'opinion, mais aussi les conservateurs progressistes se détachèrent de la majorité de M. Guizot qui restait encore forte mais aussi plus fidèle.

Ainsi l'opposition exaspérée commença t elle ce qu'on a appelé la campagne des banquets.

C'était seulement sous le ministère Casimir Perier que la bourgeoisie était restée unie pour la résistance. Les longues pensées vers 1836 quand les parlementaires avaient leur gouvernement solide ils se divisèrent. Ils commirent aussi cette autre faute qui discrédita le régime représentatif, ils se coalisèrent contre le ministère Molé qui avait cependant ce travers le pouvoir personnel du roi et qui surtout avait laissé tomber les [illegible] de la bourgeoisie de gouvernement. Ceux-ci en 1839 donnèrent le triste spectacle du déchaînement de leurs ambitions personnelles et d'une lutte de mauvaise foi. [illegible] voilà la philosophie de la marche des partis sous la monarchie de Juillet !

La rupture entre MM. Thiers et Guizot eût été un bien si le libéralisme plus large de M. Thiers eût pu triompher. Mais, et ce fut là encore une faute, l'auteur de la Révolution française se bornait surtout sur les questions extérieures où il fut un "brouillon" bien moins qu'en la politique intérieure avec son rival doctrinaire, il entrait dans la politique avancée seulement ce qu'elle avait de mauvais, il tomba deux fois du pouvoir à cause de ses intempestives ardeurs belliqueuses.

Le ministère Guizot trop long. À l'époque de son chef, [illegible] bien tôt, ne marquait plus de vie ou l'égoïsme de la politique conservatrice qu'il défendait. Même la haute bourgeoisie d'argent tout occupée de ses affaires se détachait par indifférence ou confiance aveugle. Au reste, à tort il est vrai, responsable le ministère des scandales qui éclataient alors et frappaient l'opinion, procès Teste et Cubières, assassinat de la duchesse de Praslin.

Lamartine dans son retentissant discours au banquet de Mâcon exprimait bien les inquiétudes et les dégoûts de la bourgeoisie française [illegible] le pays légal quand il disait : « La France s'ennuie. Un malaise sourd couve dans les esprits les plus sereins, chaque citoyen aborde l'autre avec inquiétude, tout le monde a un nuage sur le front. Prenez garde, c'est de ces nuages que sortent les éclairs pour les tonnerres et quelquefois aussi les tempêtes... On se dit tout bas : « Quoi - [illegible] gouvernement de modérés, cet ordre est-il stable ? Le gouvernement au lieu d'être une grande et haute mission de lumière et de morale publique, de vertu publique, n'est-il pas une grande industrie ? [illegible] le matérialisme et le trafic ne monte-t-il pas des membres dans la tête ? Ne sommes nous pas dans une Régence de [illegible] bourgeoisie de plaine d'agiotage, de corruption et de scandales ... »

qui était en résumé le faisceau des causes : l'abaissement

Alors dans la campagne des banquets l'alliance se fit entre libéraux opposants et radicaux. Thiers avait approuvé non pas l'alliance mais la campagne pour la réforme. Le mouvement allait bientôt dépasser les modérés qui vainement voulurent trop tard l'arrêter. A côté de Lamartine, d'Odilon Barrot il y avait Ledru-Rollin et les républicains qui saisissaient l'occasion qui venait. Les libéraux ne pensaient pas au suffrage universel. Les radicaux le demandaient mais ne pensaient pas si tôt l'obtenir.
L'adresse discutée le 12 Février 1848 excita encore plus les passions, le roi et ses ministres affirmaient encore leur intention de ne point céder, Louis Philippe dénonçait "les passions ennemies ou aveugles qui s'agitaient" optimisme trop limité, méconnaissance de la véritable opinion hors le factice pays légal, voilà la dernière et grande faute commise. Guizot se croyait invincible tant que sa fidèle majorité, acquise surtout par des manœuvres que le président du conseil voulait trop ignorer, - lui resterait [illegible] attachée ; il voyait seulement l'opposition envieuse du pouvoir et démangée "d'un prurit d'innovations". Louis-Philippe disait : « Toutes ces criailleries ne m'empêcheront pas de mener mon fiacre » devenu vieux, le roi avait fondu toutes ses belles qualités en un scepticisme irritant, dédaigneux mais tranquille et confiant, il avait absolument perdu le contact avec l'opinion, il ne lisait aucun journal, il regardait à peine le spectacle parlementaire, sa bonté se montrait moins et son esprit mordant plus souvent. Ce qui le frappa aux journées où son trône s'écroula ce fut la défection de la garde nationale, en laquelle il voyait assez justement l'opinion, la plus forte en temps de révolution de la petite bourgeoisie de Paris. Personne, ni dans la majorité parlementaire, ni parmi ces censitaires qui pourtant avaient peu foi en la bonté de leur cause, personne ne croyait à la possibilité d'une révolution. C'était la même confiance aveugle sous le ministère Polignac !

Pourtant la Révolution de Février fut rien moins qu'une révolution de surprise.
Les petits commerçants, les chefs d'atelier, gardes nationales, auraient défendu un régime qu'ils n'aimaient plus, car il n'avait pas tenu ses promesses à leur égard, car c'étaient les riches et les forts qui y régnaient, car ils croyaient, en se l'exagérant, à la corruption que l'on dénonçait, ils étaient touchés par les reproches socialistes !
Il y avait une agitation sourde dans les masses populaires, leurs chefs sentaient le terrain ébranlé, - la bourgeoisie libérale ne venait-elle pas à eux ? L'occasion s'élançait vers eux, ils ne pouvaient manquer de la saisir !
Mais ils n'espéraient pas ~~tout~~ que ce qui arriva : le triomphe complet du peuple aidé de la garde nationale, solidement encadré, animé plus qu'en 1830 de la crainte de gâter sa cause, plus conscient, ne voulant plus ce qu'il appelait "être dupé" réclamant la république, le suffrage universel, un gouvernement provisoire.

de Juin avec leur caractère social.

Alors dans la campagne des comptoirs l'alliance se fit entre libéraux rép-
ublicains et radicaux. Thiers avait approuvé non pas l'alliance mais la
campagne pour la réforme. Le mouvement allait bientôt dépas-
ser les modérés qui pourtant voulaient trop tard l'arrêter. Près
de Lamartine, d'Odilon Barrot il y avait Ledru-Rollin et les
républicains qui saisiraient l'occasion qui venait. Les libéraux ne
pensaient pas au suffrage universel. Les radicaux le demandaient mais n'es-
péraient pas si tôt l'obtenir.

L'adresse votée le 12 février 1848 excita encore plus les passions; le roi et
les ministres affirmaient encore leur intention de ne point céder. Louis-Philippe
se rendait les passions ennemies ou aveugles qui l'agitaient. Optimisme trop
limité, méconnaissance de la véritable opinion dans le pays légal,
voilà la dernière et grande faute commise. Guizot se croyait invincible tant
que sa fidèle majorité acquise surtout par des manœuvres que le président du
Conseil voulait trop ignorer, lui restait [illegible] attachée; il voyait seule-
ment l'opposition envieuse du pouvoir et se moquait d'un peuple d'in-
novations. Louis-Philippe était [illegible] toutes ses vraies qualités ne l'em-
pêchèrent pas de mourir hors de France en proscrit vieux; le roi avait tenu
toutes ses belles qualités en un respectable [illegible] de [illegible] mais
tranquille et confiant; il avait absolument perdu le contact avec l'opi-
nion; il ne lisait aucun journal, il regardait à peine le spectacle parle-
mentaire; sa bonté se montrait moins et son esprit montrait plus sa
vertu. Ce qui le frappa aux journées où son trône s'écroula ce fut la dé-
fection de la garde nationale en laquelle il voyait assez justement
l'opinion la plus forte en temps de révolution de la petite bourgeoisie
de Paris. Personne ni dans la majorité parlementaire, ni parmi les répu-
blicains qui pourtant avaient peu foi en la bonté de leur cause, personne
ne croyait à la possibilité d'une révolution. C'était la même con-
fiance aveugle sous le ministère Polignac!

Pourtant la Révolution de Février fut bien moins qu'une révolution
surprise.

Les petits commerçants, les chefs d'atelier, gardes nationales, auraient
défendu un régime qu'ils n'aimaient plus, car il n'avait pas tenu ses
promesses à leur égard, car il étalait les riches et les forts qui y régnaient,
car ils croyaient, en l'exagérant, à la corruption qui s'en dégageait;
ils étaient touchés par les reproches socialistes!

Il y avait une agitation sourde dans les masses populaires, leurs chefs [illegible]
[illegible] le lendemain [illegible] - la bourgeoisie libérale ne venait-elle pas à eux
d'occasion, s'élançant vers eux. Ils ne pouvaient manquer de la saisir.

Mais ils n'espéraient pas ~~[illegible]~~ ce qui arriva. Le triomphe complet du
peuple aidé de la garde nationale [illegible], animé plus qu'en
1830 de la crainte de [illegible] plus conscient ne voulant plus ce qu'il
appelait être dupé, réclamait la république, le suffrage universel, un
gouvernement [illegible].

[illegible] quel était en résumé le faisceau des causes : l'abaissement des mœurs [illegible] et publiques, la corruption, les vues égoïstes de la haute bourgeoisie d'argent, sa confiance aveugle et paresseuse, son refus de la plus petite concession à des demandes raisonnables, – la désunion complète dans la classe moyenne !

Il y a une sorte de triste enchaînement dans ces fautes !

Elle était donc loin d'être définitive cette prépondérance politique que dans son langage magnifique Guizot avait annoncée non pas à la classe moyenne tout entière, mais à son élite qui ne le fut pas.

Et pourtant, à y regarder de près, dans un sens large, l'affirmation du chef conservateur est juste. D'abord, il était bien vaincu ce parti d'ancien régime, qui à la veille de la Révolution constituait une classe étroite supérieure seulement par la hiérarchie, dont le conservatisme était branlant avant que la classe moyenne l'eut attaqué de la pioche. Mais surprise et irritation, la bourgeoisie française vit qu'elle était elle même composée d'éléments différents qui descendaient insensiblement jusqu'au peuple, jusqu'à la dernière classe, – la classe dirigeante perdit momentanément le contact avec l'autre, par ses fautes, par l'étroitesse de ses idées ; elle contraria les aspirations de la classe inférieure dans ce qu'elles avaient de légitime et d'invincible, elle en fut punie par la perte de son influence politique ; ce furent d'autres chefs exagérés, ayant plus de cœur et moins d'intelligence, que la démocratie pour un temps se donna. Voilà dans quel sens la prépondérance de la bourgeoisie française est invincible : elle est juste, elle est dans la force même des choses ; comment la classe dirigeante qui donne au pays ses littérateurs, ses penseurs, ses hommes illustres, comment penser que malgré la lourdeur de ses fautes, elle ~~soit~~ puisse être définitivement abattue discréditée ? La force est dans l'intelligence qui ne peut rester égarée longtemps, rester égoïste toujours. On a dit très justement que l'on ne pouvait jamais rien fonder de stable sans le concours de la classe moyenne, la classe moyenne à son tour ne peut rien construire que de précaire si elle n'est pas soutenue par ce qui est au-dessous d'elle, il faut fondre les aspirations des classes pour donner leur grande âme et leur grande force aux nations, la civilisation est précisément cette difficile ~~[illegible]~~ mais belle union.

Ce qui ne fut donc pas définitif, car la conscience et la force descendit plus vite que ne le saisit Guizot, ce fut la toute puissance injuste d'une riche mais bien inférieure oligarchie, – elle n'était pas la bourgeoisie, elle n'était que matérialisme et vanité.

D'un bond, sans transition, on atteignit le suffrage universel.

Et pourtant la classe moyenne ne fut pas dépossédée comme on l'eut cru, elle revient avec un esprit plus large et sous cette seconde république si courte, elle commence ces réformes sociales, qui eussent dû bien plus tôt être votées, sous le régime précédent. C'est en vain, de trop grandes souffrances avaient été accumulées, de trop fortes passions déchaînées, une faute encore et viennent les journées de Juin avec leur caractère social.

et politique, la corruption, les vices égoïstes de la haute bourgeoisie d'argent, la confiance aveugle et paresseuse, son refus de la plus petite concession à la bonne intransigeance, – la démission complète dans la classe moyenne.

Il y a une sorte de fatale enchaînement dans ces fautes.

Elle était donc loin d'être définitive cette prépondérance politique que dans son langage magnifique Guizot avait annoncée non pas à la classe moyenne tout entière, mais à son élite qui ne le fut pas.

Et pourtant, à regarder de près, dans un sens large, l'affirmation de cet homme d'État est juste. D'abord, il était bien vaincu ce parti d'ancien régime, qui à la veille de la Révolution constituait une classe d'une supériorité seulement par la hiérarchie, dont le conservatisme n'a fait trembler avant que la classe moyenne n'eût attaqué de la pioche. Mais surprise et irritation, la bourgeoisie française vit qu'elle était elle-même composée d'éléments diffèrents qui se recrutaient incessamment jusque dans le peuple, jusqu'à la dernière classe, – la classe bourgeoise perdit momentanément le contact avec l'autre, par ses fautes, par l'étroitesse de ses idées; elle entraîna les aspirations de la classe inférieure dans ce qu'elles avaient de légitime et d'invincible, elle en fut punie par la perte de son influence politique; ce furent d'autres chefs, engagés, qui eurent plutôt de son élite d'intelligence, que la démocratie prit un temps se former. Voilà dans quel sens la prépondérance de la bourgeoisie française est invincible: elle est due, elle est dans la force même des choses; comment la classe bourgeoise qui donne au pays ses littérateurs, ses penseurs, ses hommes illustres comment perdrait-elle, malgré la lourdeur de ses fautes, elle sera le flambeau, ne peut abattre la société? Sa force est dans l'intelligence qui ne peut rester égarée longtemps; juste, égoïste toujours. On a dit très justement que l'on ne pourrait jamais rien fonder de stable sans le concours de la classe moyenne. La classe moyenne à son tour ne peut rien construire que de passager si elle n'est pas soutenue par ce qui est au-dessous d'elle. Il faut fondre les éléments des classes pour former leur grande âme et leur grande force aux nations, la civilisation est précisément cette diffusion de notre vraie belle union.

Ce qui ne fut donc pas définitif, car la conscience et la force ne sont plus que ne le disait Guizot, ce fut la toute puissance injuste d'une riche, mais bien infime oligarchie, – elle n'était pas la bourgeoisie, elle n'était que matérialisme et vanité.

D'un bond, sans transition, on atteignit le suffrage universel.

Et pourtant la classe moyenne ne fut pas dépossédée comme on l'eût cru, elle revient avec un esprit plus large et sous cette seconde République si courte elle commence ses réformes sociales, qui auraient bien plus tôt été votées, sous le régime précédent. C'est en vain de trop grandes souffrances avaient été accumulées de trop forts pouvoirs devinrent, une faute encore et vinrent les jours

Mais Guizot ne représentait pas à lui seul l'esprit de toute la bourgeoisie censitaire. Il eut un ami, bientôt un rival, qui pour son bonheur, et il faut bien le dire aussi celui de la France, ne montra pas la même rigidité, le même entêtement que le chef du centre droit, nous voulons parler du souple et délié chef du centre gauche, de M. Thiers.[+]

Celui-là connaissait plus la Révolution française et se réclamait plus directement d'elle. Il n'était pas doctrinaire, il repoussa les avances, il n'aimait pas les écoles et les classements. Même idée fondamentale que Guizot : la prépondérance politique assurée aux classes moyennes, mais lui descend encore un peu plus loin que ne s'étaient avancés vieux puis jeunes doctrinaires. Il fut plus pénétrant, il suivit sans mauvaise humeur comme sans hâte l'évolution de l'opinion à mesure que de nouvelles couches bourgeoises arrivaient à l'influence par la marche de la civilisation. Ses tendances lui faisaient comprendre et aimer cette lente démocratisation. Il se contredit plus d'une fois : cette république qu'il avait avant flétrie comme étant un gouvernement d'anarchie sanglante, il en vint à la proposer en 1873 voyant les anciens partis usés, l'opinion nouvelle, la nécessité d'aller à la démocratie.

Sous la monarchie de Juillet il fut de son époque : méfiance justifiée ou explicable des partis avancés, méconnaissance de la question sociale, ambition du pouvoir et soif de jouissances, libéralisme modéré, plus avancé que celui de M. Guizot, voltairianisme peu agressif, aspirant aux transactions favorables à la société civile avec l'Eglise.

A cette époque il différa peu de Guizot. On a pu dire que dans les Chambres le libéralisme se divisa sur des pointes d'aiguilles ; la division entre centre droit et centre gauche naquit, plutôt de la compétition du pouvoir, que de l'incompatibilité des principes politiques. M. Thiers reste quand même un exemplaire plus vivant, plus libéral de l'esprit de la bourgeoisie de gouvernement de 1830.

Mais la bourgeoisie de gouvernement n'était pas toute la bourgeoisie ni toute la nation. Il n'y aura pas que M. Thiers qui dans les dernières années de la monarcherie de Juillet fera opposition au ministère Guizot. A côté de lui d'abord le petit groupe de la gauche dynastique mené par un avocat de talent Odilon-Barrot, libéral avancé qui s'appuyait sur la petite bourgeoisie ou du moins parlait pour elle ; son opposition honnête indignée se montra dès le début du règne de la haute bourgeoisie, qu'il trouva intransigeant et égoïste. Au delà l'extrême gauche, les chefs républicains, qui, on ne sait trop comment, furent élus quelques-uns sous ce régime censitaire.

Et hors l'enceinte législative, hors le pays légal y avait-il vraiment des hommes de la petite bourgeoisie fort honorés et satisfaits de voir leurs sentiments si bien traduits par l'éloquence ou par les actes de M. Guizot ?

+ A. Thiers par Paul de Rémusat in-16. 1889, - collection des grands écrivains français

moyenne.

Hors le pays légal il y avait autre chose que l'ignorance, que le calme ou la résignation. Les historiens de cette période notent la multiplicité des feuilles opposantes, le talent ou la violence de ceux qui y écrivent, l'épanouissement de toutes sortes de sectes socialistes, les émeutes qui ne cessèrent de terrifier Paris ou Lyon que vers 1840, moment où l'opposition renonce à la violence trop durement réprimée, les ~~violences~~ attaques passionnées et éloquentes d'un Lamennais, les reproches précis et amers du grand chef républicain Armand Carrel.

A. Carrel était parti avec Thiers du même point en 1824: la monarchie constitutionnelle avec un nouveau roi, mais les tendances de ce fils de cordonnier, de cet ancien officier étaient quelque peu différentes. Carrel fut une noble, belle et triste figure qu'admirèrent même ses ennemis politiques. Déçu très vite, comme Lafayette, ~~comme~~ comme bien d'autres, au lendemain des 3 journées, il attaqua loyalement ce gouvernement qui écrasait les espérances qu'il avait fait naître; il le fit avec sa franchise de soldat et son argumentation serrée, et, sans l'avoir désiré il devint le chef aimé et incontesté du parti républicain.

Ainsi, l'esprit public de la bourgeoisie française n'était pas un.

La bourgeoisie de gouvernement croyait, non sans raison, que le régime qu'elle établissait était celui qui était le seul possible et convenait le mieux au pays. Or la forme de gouvernement c'est beaucoup, mais ce n'est pas tout, il faut des hommes déliés de l'esprit de classe qui soient à la tête des affaires. La majorité de la presse, de la littérature dénonçait l'esprit étroit de ces ~~faiseurs d'affaires~~ honnêtes négociants au pouvoir, qui pensaient que le reste du pays devait se contenter de cette Charte révisée, parce qu'elle leur convenait si bien à eux. Il était fatal qu'avec de tels exemples et de tels chefs la société allât se matérialisant. Et en effet en haut comme en bas l'esprit de lucre donna aux physionomies bourgeoises un caractère peu sympathique.

Les chefs parlementaires, toujours meilleurs que leurs troupes, servaient sans l'aimer cet esprit nouveau.

La bourgeoisie au pouvoir, n'ayant pas à lutter contre le pouvoir despotique comme sous le Second Empire, montre les éléments différents qui la composent; il y a une échelle descendante dans le libéralisme, et au dessous de la classe moyenne divisée il y a le peuple opposant le socialisme au libéralisme égoïste d'alors; deux conceptions contraires du rôle de l'Etat vont se heurter.

Bien divisés sont eux mêmes les docteurs socialistes d'alors. Les uns présentent aux masses la république comme le gouvernement-outil le plus apte à réaliser les réformes sociales – les autres voient au contraire un despotisme démocratique et intelligent meilleur qu'une république où pourrait dominer encore et résister longtemps la classe moyenne.

Il est impossible d'excuser la bourgeoisie de gouvernement de n'avoir pas vu l'esprit différent de ceux au dessus d'elle les légitimistes, de ceux au dessous : les bonapartistes, républicains et socialistes, il y avait trop de signes. Seulement elle ne pesait pas les forces en dehors d'elle, elle se croyait assez solidement établie pour ne pas craindre, elle était intransigeante parce qu'elle croyait que les chefs ambitieux s'agitaient sans remuer que la surface, que ce qu'elle appelait l'écume des sociétés.

Elle avait cette prétention qui aujourd'hui fait sourire : arrêter la Révolution dans les limites étroites du bon sens bourgeois !

Il nous reste à voir les causes de la chute du gouvernement de Juillet. Les historiens reconnaissent que généralement pour qu'un régime tombe il faut que des fautes, plus ou moins graves il est vrai, aient été commises. M. Thureau Dangin dans la préface de son ouvrage explique que "loin de voiler les fautes, il faut y insister, en chercher les causes, en mesurer les conséquences ..... ne point dissimuler les faiblesses, c'est s'armer contre les rechutes possibles".

Une révolution n'a jamais des causes purement accidentelles, il y a toujours une cause profonde, sociale, et, à côté, d'autres forces plus secondaires qui au dernier moment sont ce qu'on appelle l'occasion.

La cause profonde de la révolution de Février, c'est le mécontentement de la classe inférieure contre la minorité bourgeoise dirigeante, c'est cette aspiration des masses à la continuation normale de la Révolution française.

Les causes secondaires sont le détachement de la majorité de la bourgeoisie, les motifs de la scission, l'aveuglement confiant de la minorité laissée seule, les désordres moraux dont "l'air est infecté" aux dernières années suivant l'expression de Guizot lui-même.

Au lendemain des journées de Juillet, après les transitions nécessaires, la bourgeoisie de gouvernement rompit avec les révolutionnaires, leur parti d'anarchie et de désordre. Que les prétentions de ce parti, grisé encore de sa victoire aux trois journées, aient été excessives, dangereuses surtout pour la politique extérieure, cela est indéniable, mais encore fallait-il voir que tout n'était pas injuste et mauvais dans ~~leurs~~ des demandes qu'il fallait trier. La colère fut grande de voir ces anciens libéraux modérés renier les libéraux plus avancés maintenant qu'ils n'avaient plus besoin d'eux. Dans son opposition sous la Restauration Casimir Périer avait montré une violence de langage qui autorisait les espoirs démocratiques, président du conseil, il allait durement écraser ceux dont il ne voulait voir que les vilains gestes. Il atteignit son but : il rétablit l'ordre. Lui mort les insurrections républicaines recommencent avec un caractère social particulier à Lyon. Après la répression qu'était-il fait ? Y eût-il beaucoup de lois sociales sous ce gouvernement qui mit son point d'honneur à ne rien accorder aux partis extrêmes ? Ceux-ci ne se résignèrent qu'à une chose, à attendre, et ce silence qui commence vers 1840 était bien plus terrible et dangereux. Silence relatif, les partis extrêmes au lieu d'essayer de terrifier l'opinion s'efforçaient de la gagner, la littérature travaillait pour eux et aussi les fautes de leurs adversaires.

avec lesquels encore plus à contre cœur, ils s'unirent pour se défendre.

Mais n'écoutons point trop les réquisitoires passionnés et regardons maintenant si les théories politiques des chefs de la bourgeoisie n'étaient pas meilleures, du moins dans leurs intentions, que les applications qui en étaient faites.

Royer Collard est une sévère mais belle figure. Danton respecta et aima les convictions de ce jeune homme qui différaient si fort des siennes. Né avec des idées très modérées, ce fils d'une vieille famille de magistrats de province, ne tarda pas à aller au parti feuillant qui fut si vite et durement dépassé aux débuts de la Révolution. Il crut trop tôt qu'après les excès des partis extrêmes, le sien pouvait revenir, il fut heureux de voir seulement son élection cassée sous le Directoire. Après la chute du despote encore une fois il croit trop tôt que la Haute bourgeoisie, dont il s'impose comme l'un des chefs, peut régner et il se voit contraint de ne presque pas désarmer sous la Restauration.
Royer Collard fut l'éducateur politique de la bourgeoisie française. Il fut le chef de ces doctrinaires peu aimés, peu suivis, mais très écoutés parce qu'ils étaient les meilleurs théoriciens politiques de l'époque. Ils étaient trop dédaigneux et ils remontaient trop haut.
La politique des doctrinaires est celle du "juste milieu". Entre les revenants de l'ancien régime qui veulent détruire toute l'œuvre de la Révolution et les révolutionnaires qui veulent la continuer au point où Robespierre l'a laissée, il y a place pour un parti "des honnêtes gens modérés" qui repousse les violences et les exagérations des deux autres.
Aussi voilà ses bases: les promesses dans la Charte de 1814 tenues, la souveraineté placée ni dans le peuple qui est incapable d'en user sainement ni dans la royauté, mais dans la raison, c'est à dire le parti doctrinaire; la légitimité avant tout nécessaire, parce qu'une royauté sans lien avec le passé n'aurait pas ce pouvoir imposant, à défaut de force réelle, qui est indispensable pour arrêter la démocratie irrespectueuse.
Royer Collard tient à affirmer surtout la prééminence des droits sur les intérêts, cela explique le détachement de cette bourgeoisie d'argent qui voulait surtout une politique servant ses intérêts spéciaux et que n'aimait pas le grand chef doctrinaire, il voyait à tort la démocratie dans cette levée des appétits de la classe moyenne.
Les doctrinaires étaient bien moins éloignés des partis d'ancien régime qu'ils combattirent à contre cœur, que des libéraux avancés avec lesquels encore plus à contre cœur, ils s'unirent pour se défendre.

Voilà la cause de leur échec car la jeunesse libérale très vite se détacha d'eux

En somme la politique des doctrinaires est plutôt contre révolutionnaire que contre absolutiste, elle représente ~~absolument~~ l'esprit de la vieille bourgeoisie de race qui aujourd'hui se confond de plus en plus avec l'aristocratie nobiliaire. La haine des privilèges, mais après leur abolition l'accord très possible avec les privilégiés si ceux-ci n'étaient revenus avec leurs rancunes et leurs prétentions. L'égalité entendue dans un sens très restreint : l'égalité civile.

La construction de Royer Collard est savante et délicate " on y trouve s'appuyant l'une à l'autre la légitimité royale et le régime constitutionnel, le respect de certaines traditions du vieux temps et la notion du progrès vers l'avenir, une aristocratie de Convention dans la Chambre des pairs, à côté de la démocratie (?) dans la Chambre des députés, des hommages sincèrement rendus à la religion et un véritable culte professé pour la liberté de l'esprit et des opinions ....." [1] Mais bien que noble sous certains côtés cette politique restait trop égoïste, trop spéciale à une portion de classe. M. Taine l'a cruellement analysée. Quelle est cette prétention de détenir la raison, de s'ériger en juge de la valeur de ceux qui sont au dessous, d'être le dispensateur des libertés politiques? Au fond eux aussi ces héritiers des feuillants de 1791 apportaient d'injustifiées méfiances, ils méconnaissaient le caractère profondément social de la Révolution de 1789, qu'ils voulaient arrêter juste au point de leur pleine satisfaction de classe. Ces grands esprits suivant une loi fatale regardèrent surtout ceux qui étaient à leur niveau et en communauté de pensée avec eux ils comprirent peu ou n'aimèrent pas ce qu'ils avaient au dessus ou au dessous. Royer Collard à la fin de sa vie, dira non sans amertume : « Je ne m'entends pas avec le présent .... je sais de l'avenir que ce qui commande obéira, que ce qui a dominé servira .... je ne veux pas aider à cette transformation. » Voilà l'injuste fierté du vieux philosophe politique contre la démocratie ! Est-ce que la démocratie vraiment traite si durement ceux qui viennent à elle? Est-ce que dès longtemps en Angleterre les partis n'ont pas compris qu'ils ne se rabaisseraient point à aider un mouvement juste et puissant, ne sont-ce pas les torys qui se piquent d'exécuter les réformes que les whigs ont conçues? Est-ce que la fonction des classes dirigeantes n'est pas d'organiser, d'éduquer la démocratie, et ne méritent-elles pas la perte de leur influence ~~politique~~ quand elles oublient leur devoir, quand elles croient à tort que la démocratie veut les déposséder?

Les doctrinaires ne parlèrent qu'à une infime portion du pays.

[1] Les grands écrivains français Royer Collard par E. Spuller 1896 - p 139

Voilà la cause de leur échec, car la jeunesse libérale très vite se détacha d'eux car Guizot lui même n'arriva au pouvoir que parce qu'il fit à la doctrine un sérieux accroc.

Avec Guizot nous avons la conception politique de la haute bourgeoisie ralliée à l'Orléanisme. Ce protestant austère avait était frappé à la fin de la Restauration de la venue des "couches nouvelles" c'est à dire de la bourgeoisie d'argent qui ne suivrait plus les théories trop sévères et trop respectueuses du passé émises par les vieux doctrinaires. La royauté avait perdu son prestige, la génération nouvelle était plus libérale c'est à dire voulait encore plus faire sentir sa force à l'exécutif définitivement dépendant. Guizot aux dernières années de la Restauration ne fit pas campagne comme Thiers dans le "National" pour préparer les esprits récalcitrants à l'idée d'un changement de dynastie, - mais un 1688 français était sa pensée de derrière la tête, il fut des premiers à saisir l'occasion quand elle se présenta un peu imprévue en Juillet 1830.

Le duc de Broglie suivit Guizot dans cette scission avec Royer Collard qui ne put se consoler de la rupture de cette précieuse chaîne de la légitimité. Au reste, Guizot devait faire d'autres retouches opportunes à la politique du vieux maître, qui du reste très tôt se montra méfiant et jaloux de lui.

Guizot embrasse plus de familles bourgeoises dans son expression de classe moyenne que Royer Collard, assez justement dédaigneux de l'esprit et des tendances de la bourgeoisie nouvelle d'argent, n'en voulait admettre à la prépondérance politique, - et pourtant il ne va pas bien loin. Toujours la souveraineté dans la raison, toujours la politique du juste milieu, mais Guizot assez durement prétend que la détiennent ceux qui ont uniquement la propriété et que doivent l'exercer ceux qui sont les plus riches. La fortune signe de l'intelligence! voilà le mensonge et non pas l'erreur sur lequel le grand chef conservateur base sa politique.

Par son éducation, par son tempérament Guizot avait une sorte d'horreur du genre révolutionnaire. Son père avait péri injustement sous la Révolution, jeune il avait fréquenté ces salons qui lui furent si bienveillants et où il acheva de se former, il aimait les goûts, les habitudes de cette élite de la bourgeoisie conservatrice dont il fut l'enfant gâté toute sa vie, il n'était pas psychologue social, il était sévère pour les défauts des classes inférieures, il ne voyait que leurs mauvais chefs, leurs mauvaises tendances. Dès lors, estimant, que la politique la meilleure, la plus nécessaire à la France est la politique modérée, il s'appuie sur la caste sociale, qui se trouve en même temps être la plus forte, qui par sa situation, ses préjugés est forcément conservatrice; il a fait un pas vers la riche bourgeoisie du premier degré, et cependant il eût mieux aimé ne point l'avoir à faire, bien que ces "nouvelles couches" aient beaucoup de ses idées, il ne voudra pas de l'adjonction des capacités parce qu'il sait bien que l'intelligence a des tendances avancées, dangereuses à ses yeux.

Voilà la cause de leur échec, car la jeunesse libérale très vite se détacha d'eux, car Guizot lui-même n'arriva au pouvoir que parce qu'il fit d'abord un [illegible] à gauche.

Avec Guizot nous avons la conception politique de la haute bourgeoisie ralliée à l'Orléanisme. Ce protestant austère avait été frappé à la fin de la Restauration de la venue des "couches nouvelles", c'est-à-dire de la bourgeoisie d'argent qui ne suivait plus les théories trop austères et trop respectueuses du passé émises par les vieux Doctrinaires. L'arrogante avait perdu son prestige, la génération nouvelle était plus libérale c'est à dire voulait encore plus faire servir sa force à l'exercice définitivement dépendant. Guizot aux dernières années de la Restauration ne fit pas campagne comme Thiers dans le "National" pour préparer les esprits réceptifs à l'idée d'un changement de dynastie, – mais en 1688 français était au paravent derrière la tête il fut des premiers à saisir l'occasion quand elle se présenta un peu imprévue en Juillet 1830.

Le duc de Broglie suivit Guizot dans cette scission avec Royer Collard qui ne put se consoler de la rupture de cette précieuse chaîne de la légitimité. Au reste, Guizot devait faire d'autres retouches opportunes à la politique de son vieux maître, qui du reste très tôt se montra méfiant et jaloux de lui.

Guizot embrasse plus de familles bourgeoises dans son expression de classe moyenne que Royer Collard, avec justement le sens de l'esprit et des tendances de la bourgeoisie nouvelle d'argent, il en voulait admettre à la prépondérance politique, – et pourtant il ne va pas bien loin. Toujours la souveraineté dans la raison, toujours la politique du juste milieu, mais Guizot assez sûrement prétend que la détiennent ceux qui ont uniquement la propriété et qui doivent l'exercer ceux qui sont les plus riches. La fortune signe de l'intelligence, voilà le mensonge et non pas l'erreur sur lequel le grand chef conservateur base sa politique.

Par son éducation, par son tempérament Guizot avait une sorte d'horreur du genre révolutionnaire. Son père avait péri injustement sous la Révolution, jeune il avait fréquenté les salons qui lui furent bienveillants et où il acheva de se former, il aimait les goûts, les habitudes de cette élite de la bourgeoisie conservatrice dont il fut l'enfant gâté toute sa vie. Il n'était pas psychologue social, il était resté pour les défauts des classes inférieures, il ne voyait que leurs mauvais chefs, leurs mauvaises tendances. Aussi estimait-il que la politique la meilleure, la plus nécessaire à la France est la politique modérée, s'appuie sur la caste sociale, qui se trouve en même temps être la plus forte, qui par sa situation, ses préjugés est forcément conservatrice. Il fait un pas vers la riche bourgeoisie du premier degré, il eût même aimé ne point l'avoir à faire, bien que ces "nouvelles couches" aient beaucoup de ses idées, il ne voudra pas de l'adjonction des capacités parce qu'il sait bien que l'intelligence a des tendances avancées, dangereuses à ses yeux.

« Depuis la Révolution française, – dit Guizot – les partis ont été en proie à des variations, à des troubles inouïs dans leur pensée, dans leur conduite. Les déceptions et les désertions ont puni les prétentions et les témérités. Cependant, au milieu de ces vicissitudes, sous cette fermentation impure, il y a toujours eu un parti des honnêtes gens modérés ... parti ~~des honnêtes gens modérés~~ égaré, battu en apparence mais toujours renaissant et subsistant malgré ses revers et ses fautes, timide et inquiet mais persévérant représentant de la bonne cause » On le voit Guizot n'est pas tendre pour ceux qui ne pensent pas comme lui. Voici du reste ce qu'il dit à la vraie démocratie : « Je ne constitue point la classe moyenne d'une façon étroite et privilégiée, je lui demande au contraire d'ouvrir ses rangs, d'accueillir toutes les supériorités ; mais l'élévation a ses conditions : il y faut la capacité, l'intelligence, le travail, partout où ces qualités se rencontreront la démocratie pourra s'élever aux plus hautes fonctions de l'État. » Et voici la justification du régime censitaire et les vagues espoirs donnés : « Lorsque, par le cours du temps, la limite naturelle de la capacité se sera déplacée, lorsque les lumières, <u>les progrès de la richesse</u>, toutes les causes qui changent l'état de la société, auront rendu un plus grand nombre d'hommes <u>capables</u> d'exercer avec bon sens et indépendance le pouvoir politique, alors la limite changera. » Voici encore la rupture avec les éléments révolutionnaires dont le concours décisif ne peut cependant être nié : « Quand le pays travaillait à renverser le pouvoir absolu et le privilège, il a pu appeler à son aide toutes les forces du pays <u>dangereuses</u> ou utiles, les bonnes et les mauvaises passions. Mais, aujourd'hui, la bataille est finie, le traité conclu ; le traité, c'est la Charte et le gouvernement libre »

On reste saisi d'un pareil optimisme et comme malgré tout en présence des faits Guizot resta fidèle à sa politique de résistance à la démocratie, aux mauvaises raisons qu'il se donnait et qu'il appelait ses principes on s'explique la chute malgré l'éloquence du chef conservateur et la dignité de sa vie incontestée. Est-il vrai d'abord qu'il ait voulu que cette riche bourgeoise ~~[illegible]~~ censitaire admît dans son sein toutes les supériorités ? Il n'aurait pas dans ce cas refusé l'adjonction des capacités, ces capacitaires n'étaient même pas la démocratie, ils ne la représentaient même pas au sens où on l'entend aujourd'hui ; en réalité c'étaient leurs tendances un peu différentes des siennes qui ne plaisaient pas à Guizot, ~~il~~ c'était aussi ~~[illegible]~~ qu'un premier pas entraînerait dans un mouvement qui à ses yeux n'était pas le progrès. La fameuse formule de Guizot opposée aux plaintes prolétariennes qui commençaient de monter vers le pouvoir : « enrichissez-vous, par le travail » n'était-elle pas bien ironique pour ceux qui animés d'un large esprit de solidarité aimaient mieux une ascension plus lente mais générale que la fortune de quelques individualités énergiques qui reniaient les autres après qu'ils étaient parvenus et semblaient prouver sur le vif que dans cette société injuste c'était la minorité forte, égoïste, dure âpre et avide au gain qui s'élevait sur le dos de la grande majorité. Préjugé ou non tel était et est encore l'esprit des masses Aussi le socialisme à cette époque avait beau jeu !

Le refus de la réforme électorale, le refus de la réforme parlemen…

L'esprit mercantile est un des traits de la physionomie du temps. Le caractère du gouvernement de juillet est un caractère d'utilité, l'activité nationale est dirigée vers les oeuvres de paix. Les chemins de fer vont commencer d'être construits vers 1840 ; en 12 années 450 millions seront consacrés au développement des diverses voies de communication. On invente les machines puissantes et parfaites, on s'approche de la perfection de l'outillage anglais, on se dépêche de rattraper le temps perdu sur l'Angleterre. Déjà aucune nation ne peut lutter contre la vogue de nos productions d'orfévrerie et de bijouterie. Surtout la main d'oeuvre est à bas prix. La grande industrie règne, elle ne veut pas de la concurrence étrangère, le monopole industriel et le monopole électoral se prêtant un mutuel appui, les barrières de douanes sont élevées suffisamment hautes pour que le niveau des prix à l'intérieur ne puisse être rabaissé par le flot étranger.

Par suite de la règle de la solidarité dans les progrès de la fortune, le prix des fermages augmente aussi.

Les recettes ordinaires du budget étaient de 900 millions en 1828, elles dépassent 1250 millions en 1838. Malgré le cens électoral encore si élevé, sans qu'aucune réforme ait été faite, ait été admise, voici la progression du nombre des électeurs : en Juillet 1831 pour une population de 32 millions d'habitants il y a 166 mille inscrits, et, en Août 1846, pour une population de 35 millions, on compte 240 mille électeurs inscrits !

Les conséquences douloureuses de la transformation économique si favorable à la bourgeoisie échappent aux gouvernants qui n'entendent que le prodigieux ronflement des affaires. Les industriels n'admettent l'action de l'État que pour favoriser leurs intérêts, ils ne veulent de son intervention même légitime, nécessaire, humaine dans leurs affaires. Pas de lois sociales, seulement, à la fin, sous la pression socialiste : la loi sur le travail des enfants dans les ateliers. Les reproches à "l'industrialisme sans entrailles" étaient justes à cette époque. Il y avait des abus criants mais étouffés.

Au reste, d'autre part, quelles étaient les conséquences ? quelles étaient les résultats de cette fièvre de production industrielle ? : des besoins nouveaux créés inutiles, un faux luxe de pacotille, trompeur, mais, désiré, excitant la sotte envie des classes inférieures, la provocation à l'achat au gaspillage d'objets mal fabriqués, sans aucun cachet artistique, sans profonde utilité, mais clinquants pouvant satisfaire un caprice, un goût de moment. La surproduction et tous ses effets.

Regardez les modes de ~~cette~~ l'époque et constatez ce qu'elles ont de luxueusement laid. Voyez l'intérieur bourgeois tel que l'a dépeint et ridiculisé Balzac et bien d'autres : la lourde et somptueuse opulence des parvenus d'hier, le confortable béat des plus petits qui sont sur le chemin de la fortune. Partout un matérialisme inintelligent, qui par cela même n'en est que plus insupportable, car on passe leur luxe à ceux qui le portent bien et lui donnent le vernis aristocratique et artistique.

[illegible]
l'esprit mercantile est un des traits de la physionomie du temps.
Le caractère du Gouvernement de Juillet est un caractère d'utilité. L'activité nationale est dirigée vers les oeuvres de paix. Les chemins de fer vont commencer d'être construits vers 1840; en 11 années 450 millions seront consacrés au développement des diverses voies de communication. On invente les machines puissantes et parfaites, on s'approche de la perfection de l'outillage anglais, on se dépêche de rattraper le temps perdu sur l'Angleterre. Déjà aucune nation ne peut lutter contre la vogue de nos productions d'orfèvrerie et de bijouterie. Surtout la main d'oeuvre est à bas prix. La grande industrie règne, elle ne veut pas de la concurrence étrangère, le monopole [illegible] et le monopole électoral se prêtent un mutuel appui. Les barrières de douanes sont élevées suffisamment hautes pour que le niveau des prix de l'intérieur ne puisse être submergé par le flot étranger.

Par suite de la règle de la solidarité dans les progrès de la fortune, le prix des fermages augmente aussi.

Les recettes ordinaires du budget étaient de 900 millions en 1828, elles dépassent 1250 millions en 1838. Malgré le cens électoral encore si élevé, sans qu'aucune réforme ait été faite, il a été admis, voici la proportion du nombre des électeurs: en Juillet 1831 pour une population de 32 millions d'habitants il y a 166 mille inscrits, et en Août 1846, pour une population de 35 millions, on compte 240 mille électeurs inscrits!

Les conséquences douloureuses de la [illegible] économique [illegible] à la bourgeoisie échappent aux gouvernants qui n'entendent que le [illegible] des affaires. Les [illegible] n'admettent l'action de l'État que pour [illegible] leurs intérêts, ils ne veulent de son intervention même légitime, nécessaire, humaine dans leurs affaires. Pas de lois sociales, surtout, et enfin, sous la pression socialiste: la loi sur le travail des enfants des ateliers. Les approches d'[illegible] sans entraves, c'était [illegible] à cette époque. Il y avait des abus criants mais étouffés.

Au reste, d'autre part, quelles étaient les conséquences? quelles étaient les résultats de cette fièvre de production industrielle? Des dessins nouveaux très imités, un faux luxe de pacotille, trompeur, mais désiré, excitant la vanité envie des classes inférieures, la provocation à l'achat au gaspillage d'objets mal fabriqués, sans aucun cachet artistique, sans parfaite utilité, mais élégants pouvant satisfaire un caprice, un goût du moment. La surproduction et tous ses effets.

Regardons les meubles de cette époque et constatons ce qu'elles ont de lourdement [illegible]. Voyez l'intérieur bourgeois tel que l'a dépeint si véritablement Balzac et bien d'autres: la [illegible] et somptueuse opulence des parvenus d'hier, le confortable [illegible] des plus petits qui sont au chemin de la fortune. Partout un matérialisme intelligent, qui par cela même n'en est que plus insupportable, car on passe [illegible] à ceux qui le portent bien et lui donnent le vernis [illegible] et artistique.

Le refus de la réforme électorale. le refus de la réforme parlemen...

La vie de la masse bourgeoise est une vie de plaisirs mais peu distingués. C'est l'invasion des mœurs industrielles et bruyantes : les bals parés, les dîners. A l'Opéra les banquiers, les riches commerçants occupent les loges laissées vide par l'aristocratie de la Restauration. La banalité monte avec ces parvenus, leur sans-façon aidé du tabac fait disparaître la vieille urbanité française. En province les mœurs deviennent encore plus grossières qu'à Paris, surtout dans les villes centres industriels. Des auteurs disent qu'"une sève de vie universelle circulait impétueusement" ; c'est certain, mais cela était loin d'être beau et bon !

Point de sentiments délicats, de compréhension et d'amour du beau, de l'art. Un seul objectif, un seul moteur : l'argent. Ces barbares, ces philistins comme les appelaient les romantiques, qui s'irritaient du terre à terre bourgeois, – avaient pourtant de réelles qualités à côté de leurs défauts plus ridicules encore qu'ils n'étaient dangereux, esprits pratiques, laborieux, tenaces, ils méritaient seulement un peu en ce sens la fortune qui leur venait, ils étaient bons pères et bons maris, avaient, s'ils jugeaient leur situation matérielle suffisamment élevée, de l'ambition pour leurs enfants qu'ils poussaient dans les carrières libérales, dans le fonctionnarisme. En somme ils avaient des qualités moyennes, – les hommes médiocres seront toujours les plus nombreux, –, et il ne faut pas trop leur en vouloir si la force des choses et de leur masse les élevait plus haut que leur valeur.

Du reste si le prodigieux enrichissement de la classe moyenne à cette époque avait pour principal effet de changer la vieille physionomie de la bourgeoisie française il ne faudrait point la juger en oubliant ces familles, de moins en moins nombreuses il est vrai, qui conservaient jalousement leurs fortes traditions. Leurs membres les plus distingués formaient justement l'élite du pays ; beaucoup fournissaient leurs chefs, de moins en moins écoutés à mesure que s'élevait la nouvelle bourgeoisie d'argent, aux partis conservateurs. Royer-Collard dira tristement : " la politique est maintenant dépouillée de sa grandeur. Les intérêts qu'on appelle matériels la dominent, ils ne viennent ceux là dans mon estime qu'après bien d'autres où les nations doivent chercher leur solide gloire" Mœurs austères, habitudes sévères qui détonaient de plus en plus au milieu du matérialisme, du sans-gêne montant cette vieille bourgeoisie de race, peu fortunée va les perdre peu à peu succombant à la tentation, elle va se mêler par vanité ou cupidité ou bien à cette noblesse qu'elle avait autrefois si vivement combattue, ou bien à cette riche oligarchie qui est la force nouvelle.

[illegible]

La vie de la haute bourgeoisie est une vie de plaisirs mais peu distingués. C'est l'invasion des mœurs industrielles et triomphantes les bals parés, les dîners. A l'Opéra les banquiers, les riches commerçants occupent les loges laissées vides par l'aristocratie de la Restauration. La bonhomie maintenant avec ses pauvres, leur langage aisé du Palais fait disparaître la vieille urbanité française. En province les mœurs deviennent encore plus grossières qu'à Paris, surtout dans les villes centres industriels. De ce temps de vie n'est qu'une vie de vie universelle consultant exagérément ; c'est certain, mais cela était loin d'être beau et bon !

Point de sentiments élevés, de compréhension et d'amour du beau de l'art. Un seul objectif, un seul moteur : l'argent. Ces bourgeois philistins comme les appelaient les romantiques, qui n'étaient du reste ni tous bourgeois, - avaient pourtant de réelles qualités à côté de leurs défauts plus ridicules encore qu'ils n'étaient dangereux, esprits pratiques, laborieux, tenaces, ils ne visaient seulement un peu encore la fortune qui leur venait ; ils étaient bons pères et bons maris, avaient, s'ils jugeaient leur situation matérielle suffisamment élevée, de l'ambition pour leurs enfants qu'ils poussaient dans les carrières libérales, dans le fonctionnarisme. En somme ils avaient des qualités moyennes, - les hommes médiocres seront toujours les plus nombreux, - et il ne faut pas trop leur en vouloir de la force des choses et de leur nature tout est plus haut que leur action.

Il reste si le prodigieux enrichissement de la classe moyenne à cette époque avait pour principal effet de changer la vieille physionomie de la bourgeoisie française il ne faudrait point la juger en oubliant les familles de moins en moins nombreuses il est vrai, qui conservaient jalousement leurs fortes traditions. Leurs membres les plus distingués formaient justement l'élite du pays ; beaucoup fournissaient leurs chefs, de moins en moins écoutés à mesure que s'élevait la nouvelle bourgeoisie d'argent, aux partis conservateurs. Royer-Collard dira tristement : « la politique est maintenant dépouillée de sa grandeur. Les intérêts qu'on appelle matériels la dominent, ils ne viennent aux élus non estime qu'après bien d'autres où les nations doivent chercher leur gloire. » Mœurs austères, habitudes pieuses qui se tenaient peu en place au milieu du matérialisme du sans-gêne montant cette vieille bourgeoisie de race, par fortune va les perdre peu à peu succombant à la tentation, elle va se mêler par vanité ou cupidité ou bien à cette noblesse qu'elle avait autrefois si vivement combattue ou bien à cette riche oligarchie qui est la force nouvelle.

Le refus de la réforme électorale, le refus de la réforme parlemen

Quoi qu'il en soit les salons où se tenaient ces conversations fines agréables, profondes sans effort, où les réputations se mûrissaient, où les goûts s'affinaient, où le jugement se précisait, qui étaient la meilleure école pour les jeunes talents, car il n'est rien de tel comme le commerce ~~des~~ de l'élite intellectuelle pour donner des idées générales, – devenaient de plus en plus rares. La société polie voyait ses limites de plus en plus resserrées à mesure que montait le flot niveleur, non pas démocratique mais bourgeois.

Et en effet il semblait à la classe moyenne que le progrès consistait à rabaisser à ses goûts vulgaires tout ce qui s'élevait autrement que par la fortune au dessus d'elle. La grande colère de la bourgeoisie contre l'aristocratie nobiliaire venait surtout des goûts raffinés opposés à ses goûts et à ses habitudes inférieures. Louis Philippe savait bien cette passion réactionnaire contre la dignité dédaigneuse de la royauté de Charles X, quand aux réceptions qu'il donnait au Palais-Royal il permettait aux omnibus de débarquer dans la cour les bourgeois et leurs épouses ; il eut tout le long de son règne une royale familiarité qui malheureusement s'usa à la longue et à la fin le dépopularisa. C'est que la bienveillance familière du prince était surtout sincère avec ces représentants de la haute bourgeoisie conservatrice dont les goûts étaient si bien les siens. Après les simples réceptions au château, après le repas les femmes des riches bourgeois se rangent autour de la table avec la reine, les princesses, les dames d'honneur, elles causent tout en travaillant à l'aiguille !

L'abandon en haut encourageait le laisser aller au dessous.

En somme l'idéal de la majorité de la classe moyenne c'est l'argent et une compétition aussi basse prouvant surabondamment l'étroitesse d'esprit des parvenus qui l'avaient, devait avoir les tristes conséquences sociales que l'on sait. Les classes moyennes considèrent leur gouvernement comme une ferme à exploiter, elles veulent des places, il faut qu'on leur en crée. Auguste Barbier a énergiquement flétri dans sa « Curée » ces appétits insatiables. La corruption devait fatalement germer dans un tel milieu !

Et les passions haineuses et égoïstes aussi. Les sentiments mesquins, la susceptibilité envieuse d'un Paul Louis Courrier devaient être dépassés bien qu'il semblât que la cause eût cessé, de légitimer cette méfiance de classe. C'est Béranger qui va continuer de mieux représenter l'esprit bourgeois dans ce qu'il a de moins sympathique. Irreligion pour raisons politiques, conception d'un christianisme de pacotille, avec un Dieu des bonnes gens, ami de la joie, tendre aux mauvais sujets mettant à l'aise tous les instincts matériels qui dominent chez les admirateurs du poëte sur l'intelligence et la sensibilité. Un confortable égoïsme sans excès et sans danger.

Le refus de la réforme électorale, le refus de la réforme parlemen...

Egoïsme, parce que la sûreté pour les plus petits qu'eux est leur principe. Les revendications populaires bien que peu bruyantes et très imprécises sont détestées et rendent aveugle parce qu'elles semblent menacer la quiétude bourgeoise. Il est vrai le grand souffle de pitié sociale qui animera de plus en plus la littérature, à la fin, touchera Béranger comme les autres : il écrira quelques chansons de sympathie révoltée en faveur des gueux, des misérables, de tous ceux qu'opprime la lourde machine des institutions, mais alors il ne sera plus suivi par sa clientèle de petits bourgeois, il ne pourra développer en eux qu'un sentimentalisme frelaté et non une sympathie agissante, c'est que ce vieux préjugé est tenace : la plupart des misères sont méritées et fatales.

Aussi quelle réaction dès la Monarchie de Juillet contre l'opinion bourgeoise triomphante, quel assaut mené par la jeune minorité intelligente de la nation ! Les romantiques s'opposent au classicisme conservateur ou libéral, la poésie un peu outrée il est vrai combat la prose. Et ce sont des luttes dignes d'Homère, aux pièces de Victor Hugo ou d'Alfred de Vigny le parterre est envahi par un monde moustachu et chevelu, par des adolescents pâles ~~[illegible]~~, menés par Théophile Gautier et qui couvrent de huées le jugement bourgeois. Plus sérieusement il faut voir que les tendances politiques et sociales de la littérature nouvelle sont bien plus démocratiques, voir même légitimistes que libérales : " le romantisme - dira M. Thiers - c'est la Commune " et à son point de vue il a parfaitement raison.

Balzac, Georges Sand, ~~[illegible]~~, Alfred de Vigny tous les grands noms de la littérature de l'époque sont d'accord pour ébranler les bases de la laide société d'alors. Lamartine va cesser d'être poète pour entrer dans la politique militante. Lamennais va attaquer violemment ce gouvernement irréligieux qui lui semble égoïste, il rêvera trop tôt l'union féconde de la démocratie et du christianisme évangélique. Balzac est légitimiste, avec sa prodigieuse puissance d'analyse il montre cette bourgeoisie parisienne ou provinciale " laborieuse, intrigante, servile, égoïste, qui voulait l'argent et le pouvoir, qui allait à la fortune par le commerce ou l'industrie, qui à la seconde génération se décrassait par les titres et les places "

Dans " Chatterton " Vigny déclare qu'il veut montrer " l'homme spiritualiste étouffé par une société matérialiste, où le calculateur avare exploite sans pitié l'intelligence et le travail ".

[illegible]
l'ordre, parce que la limite pour les plus petits qu'on est leur principe. Les revendications populaires bien que peu tranchantes et très imprécises sont détestées et refusées aveugle parce qu'elles semblent menacer la quiétude bourgeoise. C'est vers le grand souffle de pitié sociale qui anima de plus en plus la littérature, à la fin, toucha Béranger comme les autres : il écrivit quelques chansons de sympathie ardente en faveur des gueux, des misérables, de tous ceux qu'opprime la société, machine des [illegible], mais alors il ne sera plus invité par ses dîners de petits bourgeois. Les pauvres développent en eux qu'un sentimentalisme [illegible] et non une sympathie agissante, c'est que ce vieux préjugé est tenace ; la plupart des misères sont méritées et fatales.

Aussi quelle réaction de la monarchie de Juillet contre l'opinion bourgeoise triomphante, qu'il avait mené par la seule [illegible] intelligente de la nature ! Les romantiques s'opposent au classicisme conservateur et libéral, la poésie un peu mêlée d'art vrai combat la prose. Et ce sont des luttes épiques d'Hernani, aux pièces de Victor Hugo ou d'Alfred de Vigny, le parterre est envahi par un monde mouvementé et chevelu, par des étudiants pâles ~~[illegible]~~ menés par Théophile Gautier qui conspirent de huer le jugement bourgeois. Plus sérieusement il faut voir que les tendances politiques et sociales de la littérature nouvelle sont bien plus démocratiques, voire même républicaines que libérales : le romantisme vers 1830 — c'est la Commune, dit son point de vue sa parfaitement raison.

Balzac, Georges Sand, ~~[illegible]~~, Alfred de Vigny, tous les grands noms de la littérature de l'époque sont d'accord pour ébranler les bases de la lâche société d'alors. Lamartine va cesser d'être poète pour entrer dans la politique militante. Lamennais attaque violemment ce gouvernement, une religion qui lui semble égoïste, il rêvera trop tôt l'union féconde de la démocratie et du christianisme évangélique. Balzac est le optimiste, avec sa prodigieuse puissance d'analyse il montre cette bourgeoisie parisienne ou provinciale « laborieuse, intrigante, servile, égoïste, qui voulait l'argent et le pouvoir, qui allait à la fortune par le commerce ou l'industrie, qui à la seconde génération se décrassait par les titres et les places ». Dans Chatterton, Vigny déclare qu'il veut montrer « l'homme spiritualiste étouffé par une société matérialiste, où le calculateur avare exploite sans pitié l'intelligence et le travail ».

Le refus de la réforme électorale. Le refus de la réforme parlem[...]

La royauté ne pourra plus baillonner l'opinion en portant la main sur la liberté de la presse au sens de 1830 : la censure ne pourrait être rétablie. Mais la bourgeoisie de gouvernement qui pressent la presse avancée stipule le juste milieu : les mesures préventives tombent et celles répressives restent, assez dures.
Le roi n'aura plus seul l'initiative des lois, mais concurremment avec les deux Chambres.

C'était donner plus de force à ce pouvoir législatif où allait définitivement et confortablement s'installer l'élite de cette classe supérieure à tous les points de vue à ce moment, c'était en conséquence diminuer indirectement le pouvoir royal. L'exécutif par la responsabilité ministérielle, dont le jeu va se faire de plus en plus précis, va apparaître de plus en plus émanant, dépendant du législatif.

La chute du ministère Villèle avait été surtout causée par l'appui qu'il avait de plus en plus ouvertement cherché sur le parti prêtre. L'ingérence des jésuites dans la politique, l'ultramontanisme avait soulevé les colères, aussi bien de la magistrature catholique et même royaliste, que de la bourgeoisie libérale opposante et des masses inférieures. L'union du trône et de l'autel était encore jugée assez dangereusement forte pour étouffer la révolution aussi bien que le libéralisme. Aussi on supprime cet article qui donnait à la religion catholique la qualification de religion d'État, elle n'est plus que la religion professée par la majorité des français. On accorde des traitements aussi bien aux ministres des cultes israélites qu'aux prêtres des cultes chrétiens.

Les partisans du parlementarisme anglais, c'est à dire les chefs les plus conservateurs eussent désiré que la fixité complète de la Charte fût proclamée le lendemain de la révolution. Ils étaient sûrs du nouveau roi. Mais déjà même ils n'étaient pas les plus forts car derrière eux la bourgeoisie méfiante et avide demandait des garanties et des récompenses.

Il fallait élargir la base électorale.
Mais prendre garde d'aller trop loin et de laisser entrer dans la place, dans la citadelle législative, de faux amis ou de petits esprits ayant une éducation politique insuffisante, de fausses tendances démocratiques.

Le double vote est supprimé. Le cens à l'électorat est abaissé de 300 f à 200 f, on est électeur à 25 ans au lieu de l'être à 30. Le cens de l'éligibilité est porté de 1000 f à 500 f, à 30 ans on peut être élu au lieu d'attendre cet âge de 40 que Guizot désespérait d'atteindre sous la Restauration !
C'était bien normalement, bien petitement que le suffrage

Le refus de la réforme électorale. le refus de la réforme parlemen...
s'élargissait, descendait appeler à la vie politique ceux là dont la situation matérielle et non pas la valeur intellectuelle était garante de leur esprit conservateur et gouvernemental. Le corps électoral était seulement augmenté d'un tiers, ce qui seulement jusqu'à la fin de la Monarchie de Juillet allait s'étendre fictivement c'était l'enrichissement de cette bourgeoisie qui s'épanouissait à l'ombre de son gouvernement.

Il y eut quelques discussions à propos de la pairie. Les hommes d'État orléanistes voulaient en maintenir l'hérédité, - ils durent plier devant les appétits de la riche bourgeoisie industrielle et commerçante. Louis-Philippe n'était pas fâché aussi de ressaisir un peu de pouvoir personnel par la nomination de pairs à vie. Ce fut la seule fois où il admit la pression populaire.

Ainsi, voilà les héritiers directs des constitutionnels de 1789, des Mounier, Malouet, Mirabeau et Barnave même, de nouveau, après de longues oscillations, appelés à l'influence prépondérante. La première fois ils sont tombés parce que dans des circonstances difficiles ils n'ont pu se délier de leur esprit de classe. Il est vrai, c'était difficile. Mais depuis lumière s'est faite sur les événements et sur leurs causes; la situation présente n'est plus la même que celle au début de la révolution française, les passions politiques sont calmées par la connaissance des anciennes fautes; les partis avancés n'ont plus la même impatience, il faut regarder avec bienveillance ce qu'ils demandent, il faut les éclairer, les détromper s'ils se trompent; ils ont fait crédit aux nouveaux gouvernants, ils ont cru Lafayette leur disant qu'ils avaient dans la monarchie constitutionnelle avec un tel prince "la meilleure des républiques".

Les chefs républicains sont là prêts à rappeler que la nouvelle couronne est sortie des pavés et que leur but n'était pas de rétablir une monarchie trop semblable à la précédente.

Les bonapartistes aux premières fautes vont marquer la différence d'origine des deux gouvernements: l'Empire a été ratifié par des plébiscites et l'on a vu une minorité de ces députés censitaires nommés par une centaine de mille d'électeurs, sous le régime du double vote, ne pouvant avoir la prétention de représenter même la bourgeoisie stipuler souverainement dans un contrat au nom de la nation tout entière!

Les légitimistes allaient facilement démontrer qu'il y avait eu usurpation à tous les points de vue.

s'élargissait, descendait appeler à la vie politique ceux là dont la situation matérielle et non pas la valeur intellectuelle était garante de leur esprit conservateur et gouvernemental. Le corps électoral était seulement augmenté d'un tiers, ce qui seulement jusqu'à la fin de la Monarchie de Juillet allait s'étendre. Effectivement c'étaient les enrichissement de cette bourgeoisie qui s'épanouissait à l'ombre de son gouvernement.

Il y eut quelques discussions à propos de la pairie. Les hommes d'État orléanistes voulaient en maintenir l'hérédité — ils durent plier devant les appétits de la riche bourgeoisie industrielle et commerçante. Louis-Philippe n'était pas fâché aussi de ressaisir un peu de pouvoir personnel par la nomination de pairs à vie. Ce fut la seule fois où il admit la pression populaire.

Ainsi voilà les héritiers directs des constitutionnels de 1789, des Mounier, Malouet, Mirabeau et Barnave même, de nouveau, après de longues oscillations, appelés à l'influence prépondérante. La première fois ils sont tombés parce que dans des circonstances difficiles ils n'ont pas su se [illegible] de leur esprit de classe. Il est vrai c'était difficile. Mais depuis lumière s'est faite sur les événements et sur leurs causes; la situation présente n'est plus la même que celle au début de la révolution française, les passions politiques sont calmées par la connaissance des événements passés; les partis avancés n'ont plus la même impatience. Il faut regarder avec bienveillance ce qu'ils demandent, il faut les éclairer, les détromper s'ils se trompent; ils ont fait crédit au nouveau gouvernement, ils ont vu La Fayette leur disant qu'ils avaient dans la monarchie constitutionnelle avec un tel prince "la meilleure des républiques".

Les chefs républicains sont prêts à rappeler que la nouvelle couronne est sortie des pavés et que leur but n'était pas de rétablir une monarchie trop semblable à la précédente.

Les bonapartistes aux premières fautes vont marquer la différence d'origine des deux gouvernements : l'Empire a été ratifié par des plébiscites et l'on a vu une minorité de ces députés censitaires nommés par une centaine de mille d'électeurs, sous le régime du double vote, ne pouvant avoir la prétention de représenter même la bourgeoisie signer souverainement dans un contrat au nom de la nation tout entière !

Les légitimistes allaient facilement démontrer qu'il y avait eu pé[illegible] à tous les points de vue.

Les gouvernements forts parce qu'ils sont bons sont peu attaqués. Il ne va dépendre que de celui là de faire cesser les reproches que l'on peut lui faire sur son origine.

Malheureusement n'est-il pas possible de voir ressortir dans cet établissement du gouvernement des classes moyennes certains signes qui montrent déjà ce qu'il sera?

Ce sont bien la majorité des hommes d'Etat de l'orléanisme qui pensent que la révolution de Juillet est "un déplorable accident" leur orgueil s'irrite d'avoir été forcés d'aller s'abaisser jusqu'à duper "le populaire" la royauté s'est salie dans les "camaraderies révolutionnaires"! - elle n'aura plus aucune force, aucun prestige si elle reconnaît les prétendus droits des républicains, le faux programme de l'Hôtel de ville.

Est-ce que le but avoué de la dangereuse démarche n'était pas de donner le change aux masses crédules et de les séparer de leurs chefs impuissants à leur faire comprendre l'escamotage? Louis Philippe ne se félicitait-il pas de ce que Lafayette eût manqué de présence d'esprit et ouvert les yeux un peu trop tard?

Cela ne prouvait-il pas suffisamment qu'un injuste dédain une injuste méfiance partaient d'en haut pour méconnaître et froisser la démocratie naissante?

Les partis avancés sentaient eux mêmes que c'était le droit le jour des classes moyennes de saisir le pouvoir; ils espéraient un gouvernement large et bienveillant.

Le refus de la réforme électorale, le refus de la réforme parlementaire

Cette bourgeoisie française que fut-elle socialement sous ce régime choisi par elle ? Il peut être intéressant de regarder son ascension matérielle, sa vie, ses qualités et ses défauts et aussi ses opinions politiques et sociales ayant leur plus pure traduction dans l'esprit public c'est à dire les grandes tendances de ses penseurs, de ses chefs.

Peu après la Révolution de juillet, l'ordre courageusement rétabli les affaires reprirent.
Il est certain qu'elles avaient bien été déjà sous la Restauration, à la faveur de ce gouvernement mal vu par la bourgeoisie, mais imposant et fort et surtout pacifique. La transformation industrielle commencée déjà sous l'Empire progressa normalement, la haute bourgeoisie nouvelle, puissante par la fortune habilement acquise dans des entreprises difficiles, vit de plus en plus monter à elle des industriels, des commerçants, des spéculateurs heureux. Il y a en effet une vieille bourgeoisie, moins fortunée que la nouvelle qui s'élève, qui transmettait à ses enfants, moins la richesse que de fortes qualités intellectuelles et morales, - elle est ~~aussi~~ l'aristocratie de la bourgeoisie, mais comme, étant donné son idéal de vie rien moins que commerçant, il lui faut maintenir sa situation matérielle à un certain niveau sous peine de déchoir, n'ayant pas les majorats et les substitutions, elle invente le mariage de raison qui est l'alliance nécessaire mais peu morale de l'aristocratie intellectuelle et de l'argent.
Sous ce régime économique on ne peut nier que l'accroissement de la richesse se soit surtout produit par en haut, c'est à dire que les grands industriels mieux adaptés aux conditions de la production aient été largement récompensés d'avoir pris la tête du mouvement. En effet bien que le nombre soit un facteur qu'il ne faille pas perdre de vue, les progrès matériels de la haute bourgeoisie surtout profitante, de la bourgeoisie moyenne, et de la petite bourgeoisie n'étaient pas en rapport les uns des autres. Les plus forts étaient les mieux payés par la Fortune qui ne se montrait point aveugle !

Le refus de la réforme électorale, le refus de la réforme parlementaire aussi est la lourde faute de M. Guizot.
Le gouvernement qu'il servait eût plus duré si par une obstination intéressée le chef conservateur n'eût pas rompu les derniers liens qui rattachaient la haute bourgeoisie à la petite.

Au moment où la réforme électorale et parlementaire est à nouveau demandée par l'opposition les électeurs censitaires étaient 220 mille et le nombre des députés fonctionnaires était monté de 150 à 180. Les élections avaient donné une forte majorité au ministère. L'aristocratie des censitaires formait une caste discréditée par les basses cupidités qu'elle étalait de plus en plus cyniquement, par ses sollicitations et ses intrigues; elle était la puissance politique du pays et elle se faisait bien payer: « Vous, vous êtes père de famille, vous avez besoin du gouvernement pour élever gratuitement vos enfants: il vous donnera des bourses. Vous, vous êtes riche, vous avez d'autant plus besoin de distinctions: le gouvernement vous en donnera de toute espèce. Vous, vous n'êtes ni riche ni pauvre, mais il vous faut une décoration ...... Comme on ne cherche dans son député qu'un délégué auprès du pouvoir pour en tirer le plus d'avantages personnels possibles, on le prend de préférence parmi les propres agents du pouvoir ... il est fatal que le nombre des fonctionnaires aille toujours s'accroissant dans le Parlement .... la corruption par les places a amené et provoqué la corruption par l'argent .... la conscience publique se pervertit, le sens moral s'affaiblit dans le pays » Voilà le tableau que présentait Odilon-Barrot le 23 Mars 1847 pour justifier la réforme électorale présentée par Duvergier de Hauranne. L'honnête M. Dufaure allait jusqu'à dire: « Rendez le député respectable au député. »

Abaissement du cens à 100 francs et adjonction des capacités. Cela aurait fait 200 mille électeurs en plus, et, avec l'adjonction des capacités seulement 16 mille électeurs que l'on poussait d'autant plus à l'irritation qu'ils avaient été admis à l'électorat municipal.
A Duvergier de Hauranne qui montrait la base trop étroite du système électoral, ses injustes exclusions, la corruption qui en résultait faussant et discréditant le régime représentatif, - Guizot répondit que le pays n'avait aucun désir de cette réforme, que le vrai progrès n'était pas le changement « la mission des gouvernements c'est de marcher lentement, de contenir toutes les ambitions en mouvement dans un régime libre » le droit électoral ne doit pas être dans le nombre mais dans la capacité. Il ajoutait sur une interruption de l'extrême gauche: « Il n'y aura pas de jour pour le suffrage universel. »
La réforme électorale fut repoussée par 252 voix contre 154
Le 26 Mars M. de Rémusat dépose un projet de réforme parlementaire proposant l'exclusion de la Chambre de la plupart des fonctionnaires. C'était la dix-septième fois que l'opposition faisait cette tentative depuis 1830. Il y avait des abus dont convenaient eux-mêmes

ce aussi est la seule faute de M. Guizot.

Le gouvernement qu'il servait eût plutôt dû se [illegible] une obstination [illegible] que le plus conservateur n'eût pas rompu les derniers liens qui rattachaient la haute bourgeoisie à la petite.

Au moment où la réforme électorale et parlementaire est à nouveau demandée par l'opposition les électeurs censitaires étaient 220 mille et le nombre des députés fonctionnaires était monté de 170 à 190. Ces élections ont donné une forte majorité au ministère. L'aristocratie des censitaires formait une caste dominée par les basses cupidités qu'elle étalait de plus en plus cyniquement, par ses sollicitations et ses intrigues ; elle avait la puissance politique du pays et elle se faisait bien payer : « Vous vous êtes père de famille, vous avez besoin du gouvernement pour élever gratuitement vos enfants : il vous donnera des bourses. Vous, vous êtes riche, vous avez d'autant plus besoin de distinctions : le gouvernement vous en donnera de toute espèce. Vous, vous n'êtes ni riche ni pauvre, mais il vous faut une décoration ..... Comme on ne cherche dans son député qu'un délégué auprès du pouvoir pour en tirer le plus d'avantages personnels possibles, on le prend de préférence parmi les propres agents du pouvoir ... C'est fatal que le nombre des fonctionnaires aille toujours s'accroissant dans le Parlement ... la corruption par les places a amené et provoqué la corruption par l'argent ... La conscience publique se pervertit, le sens moral s'affaiblit dans le pays ». Voilà le tableau que présentait Odilon-Barrot le 23 mars 1847 pour justifier la réforme électorale présentée par Duvergier de Hauranne. L'honnête M. Dufaure allait jusqu'à dire : « Protégez le député respectable du député »

Abaissement du cens à 100 francs et adjonction des capacités. Cela aurait fait 200 mille électeurs en plus, et, avec l'adjonction des capacités seulement 10 mille électeurs que l'on pouvait d'autant plus à l'inscription qu'ils avaient été admis à l'électorat municipal.

A Duvergier de Hauranne qui montrait la base trop étroite du système électoral, ses injustes exclusions, la corruption qui en résultait faussant et discréditant le régime représentatif, Guizot répondit que le pays n'avait aucun désir de cette réforme, que le vrai progrès n'était pas le changement « la mission des gouvernements c'est de marcher lentement, de contenir toutes les ambitions en mouvement dans un régime libre .... le droit électoral ne doit pas être dans le nombre mais dans la capacité. Il ajoutait par une interruption de l'extrême gauche : « Il n'y aura pas de jour pour le suffrage universel »

La réforme électorale fut repoussée par 252 voix contre 154

Le 26 mars M. de Rémusat déposa un projet de réforme parlementaire proposant l'exclusion de la Chambre de la plupart des fonctionnaires. C'était la dix-septième fois que l'opposition faisait cette tentative depuis 1830. Il y avait des [illegible]

Voilà la méfiance qui renaît entre la classe moyenne et celle inférieure.

L'union allait se refaire dans l'attaque du pouvoir despotique de Napoléon III, qui avait pensé voyant les divisions de la France qu'il était opportun et nécessaire de reprendre le rôle de puissant médiateur de son ancêtre. Il ne se trompait pas, cet intérim était bien nécessaire, mais il le fit trop long ; la nation plus consciente, ne pouvait lui passer beaucoup de fautes. Toutes les formes du libéralisme et la démocratie se réunissent bientôt dans une opposition irréconciliable contre le pouvoir personnel.

Après la chute de l'Empire nouveaux excès populaires, nouvelle réaction. Le pouvoir remonte même si haut que tous les anciens partis espèrent chacun restaurer des formes vieillies, mais leurs prétentions s'usent les unes par les autres et le pays se lasse.

Les partis avancés ont rendu ce réel service à la bourgeoisie française de lui montrer la vraie voie à suivre, de l'éclairer sur les besoins de la classe inférieure, mais, et c'est là une des conséquences des fautes commises sous la monarchie de Juillet, la démocratie reste méfiante, inquiète et jalouse. Il ne tient qu'à l'élite libérale d'aujourd'hui de dissiper ces derniers malentendus, le devoir d'une classe dirigeante est particulièrement dur dans une démocratie, il ne doit pas effrayer ceux qui à juste titre ambitionnent la direction des affaires de leur pays. Une belle loi, c'est la loi de l'effort, il faut souhaiter qu'il augmente de plus en plus le nombre de ceux qui sont heureux de la comprendre et de s'y plier, leur sain exemple est contagieux et fait reculer la honteuse décadence, qui menace dans les temps d'égoïsme, de matérialisme et de divisions.

C'est aujourd'hui surtout que le mot de M. Guizot est vrai « la bourgeoisie doit accueillir toutes les supériorités » - de nouvelles couches encore sont arrivées à la lumière et par suite à l'influence ; la bourgeoisie s'est largement étendue comme elle le devait, et si par là, elle a changé un peu d'esprit et de politique, il faut reconnaître que deviennent de plus en plus rares les barbes grises qui le regrettent, en regardant un passé peu sympathique et bien mort.

Henri. Cuvillier-Fleury.

